

STAGE
EXIGENCES ET
ENCADREMENT

Hiver 2016-2017 VOLUME 27 NUMÉRO 4

ESQUISSES

IDENTITÉ
CULTURELLE
VOUS
ÊTES ICI



L'OFFRE DISTINCTION POUR LES PROFESSIONNELS DES SCIENCES

UNE OFFRE AVANTAGEUSE POUR FRANCIS

 **Simoneau**
VISIONNAIRE



ORDRE DES
ARCHITECTES
DU QUÉBEC

PROFITEZ D'AVANTAGES ADAPTÉS À VOTRE RÉALITÉ, INCLUANT :

- Une économie de 168\$ par année sur le forfait à transactions illimitées, y compris les virements *Interac*^{MD} sans frais;
- Une marge de crédit à 3,20 %¹ plutôt qu'à 10,20 %²;
- Des taux avantageux sur des produits d'épargne et de financement;
- Plusieurs autres avantages!

desjardins.com/architecte

 **Desjardins**

Coopérer pour créer l'avenir

420, rue McGill, bureau 200
Montréal QC H2Y 2G1
Tél. : 514-937-6168
1-800-599-6168
esquisses@oaq.com
www.oaq.com

RÉDACTRICE EN CHEF **Christine Lanthier**
JOURNALISTE **Hélène Lefranc**
RÉVISEUR **Christine Dufresne**
CONCEPTRICE GRAPHIQUE **Amélie Beaulieu** (Kokonut design)
RECHERCHE PHOTO **Nathalie Renaud**
ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO **Gabrielle Ancil,**
Marie-Pierre Bédard, Catherine Bourbeillon, Bruno Demers,
Leslie Doumerc, Andréane Girard, Emmanuelle Gril, Benoîte
Labrosse, Rémi Leroux, Martine Roux

Esquisses est publié quatre fois l'an par
l'Ordre des architectes du Québec.
Ce numéro est tiré à 5400 exemplaires.
Dépot légal Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

SERVICES DE L'ORDRE

DIRECTION ET PRÉSIDENTENCE

Présidente **Nathalie Dion**
presidence@oaq.com
Directeur général et secrétaire **Jean-Pierre Dumont**
jpdumont@oaq.com | poste 211
Adjointe **Elena Harizomenov**
eharizomenov@oaq.com | poste 221

ADMINISTRATION

Directrice **Nathalie Thibert**
nthibert@oaq.com | poste 220
Coordonnatrice des finances **Marie-Pascale Fontaine-Dulude**
mpfontaine-dulude@oaq.com | poste 209
Contrôleur contractuel **Patrick St-Amour**
pst-amour@oaq.com | poste 230
Adjointe administrative générale **Laurianne Juvigny**
ljuvigny@oaq.com | poste 222

BUREAU DU SYNDIC

Syndic **Pierre Collette**
pcollette@oaq.com | poste 231
Enquêteur et syndic adjoint **Claude Bonnier**
cbonnier@oaq.com | poste 232

COMMUNICATIONS ET AFFAIRES PUBLIQUES

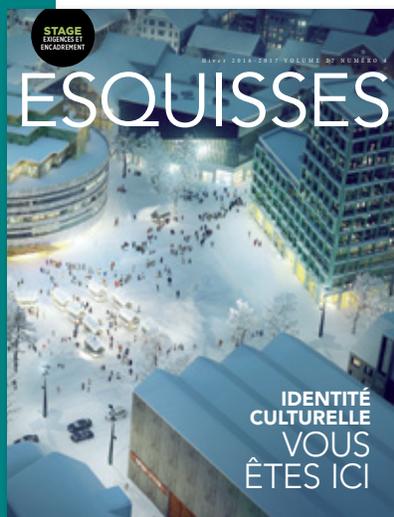
Chargée de projets **Véronique Bourbeau**
vbourbeau@oaq.com | poste 239
Éditrice et agente de recherche **Christine Lanthier**
clanthier@oaq.com | poste 229
Agente de recherche et de liaison **Hélène Lefranc**
hlefranc@oaq.com | poste 233

PRATIQUE PROFESSIONNELLE

Directeur **Sébastien-Paul Desparois**
sdesparois@oaq.com | poste 251
Coordonnatrice de l'admission **Alexia Coupez**
acoupez@oaq.com | poste 212
Coordonnatrice de l'inspection
professionnelle **Christina Dorion-Racine**
cdorionracine@oaq.com | poste 235
Coordonnatrice de l'aide à la pratique **Virginie Harvey**
vharvey@oaq.com | poste 208

PUBLICITÉ

CPS Média inc. **Nathalie Emond McQuade**
nemond@cpsmedia.ca | 450 227-8414 | poste 303



En couverture

Mélange unique de gens, de paysages et bien sûr d'architecture, l'identité culturelle d'un lieu est ce qui le rend cher aux yeux des habitants et des visiteurs. Elle n'est toutefois pas facile à apprivoiser pour quiconque est appelé à y contribuer. Préserver sans figer, évoquer sans caricaturer ou innover sans dénaturer sont des exploits que l'on accomplit à force d'écoute, de concertation et d'observation. Bien des architectes y parviennent instinctivement. D'autres en ont fait une quête systématique et livrent ici leurs découvertes.

Proposition pour le déménagement de la municipalité de Kiruna (Suède), White
Illustration : White et Tegmark

ACTUALITÉ

- 7 **Éditorial** Programme culturel
- 9 **Notes de la direction**
- 12 **Sur la place publique**
- 14 **Congrès 2016** Apprivoiser le changement
- 16 **Projet Osora** La voie passive
- 18 **Processus de conception intégrée** Mieux travailler avec les urbanistes
- 20 **Évaluation patrimoniale** Banc public
- 22 **Architecture sonore** À votre écoute

DOSSIER IDENTITÉ CULTURELLE

- 26 **VOUS ÊTES ICI**
- 28 **Rôle des architectes** Impression durable
- 31 **Artistes et artisans** Une autre dimension
- 32 **Régionalisme** Rester soi-même
- 34 **Municipalités** Capter l'essence
- 36 **Participation citoyenne** Maîtres chez nous
- 38 **Projets inspirants** Héritiers uniques
- 46 **Bibliothèque nationale de Lettonie** La montagne accouche d'une souris
- 48 **Ethnographie et architecture** De la parole au geste
- 52 **Patrimoine** Crise d'obsolescence

AIDE À LA PRATIQUE

- 55 **Encadrement des stagiaires** L'art de guider
- 57 **Exigences du stage** Passer à l'action
- 59 **Formation continue** Programmation hiver 2017
- 60 **Capsule du Fonds** Inspection préachat
- 62 **Multimédia**
- 66 **Tableau de l'Ordre**

Le magazine *Esquisses* vise à informer les membres de l'OAQ des conditions de pratique de la profession d'architecte au Québec et des services de l'Ordre. Il vise également à contribuer à l'avancement de la profession et à une protection accrue du public. Les opinions qui y sont exprimées ne sont pas nécessairement celles de l'Ordre. Les produits, méthodes et services faisant l'objet d'annonces publicitaires dans *Esquisses* ne sont ni approuvés, ni recommandés, ni garantis par l'Ordre.

Pont piétonnier Lucky Knot, NEXT Architects,
lac Meixi, Changsha, province de Hunan (Chine)
Photos: Julien Lanoo



LE PONT-NŒUD

Les ponts piétonniers « signature » connaissent un certain engouement un peu partout dans le monde. Pensons au High Tresle Bridge en Iowa, qui évoque le puits d'une mine, ou au « Batbridge » des Pays-Bas, qui sert de refuge aux chauves-souris. NEXT Architects, qui a signé ce dernier, vient d'en achever un autre qui en met plein la vue à Changsha, la capitale du Hunan, en Chine. La structure d'acier rouge écarlate, longue de 185 m et haute de 24 m, s'inspire à la fois du ruban de Möbius et d'un nœud porte-bonheur de la tradition chinoise. Reliant les berges d'une rivière, une route et un parc, elle offre des points de vue inédits sur les environs et propose trois parcours distincts qui montent et descendent. L'ouvrage a été réalisé dans le cadre d'un concours international, dans le but de cristalliser l'identité d'un tout nouveau quartier. Selon les architectes, il est déjà iconique. Certains utilisateurs, par contre, ont confié au quotidien *The Daily Mail* leur crainte de se perdre dans autant de méandres...

BOUCLER LA CEINTURE

Atlanta perd peu à peu sa réputation de stationnement à ciel ouvert depuis qu'elle met en œuvre son ambitieux projet de ceinture verte. Imaginé par un étudiant de Georgia Tech au tournant du millénaire, le projet, qui a su rallier la communauté et les élus, se veut un antidote aux inégalités sociales, aux gaz à effet de serre et à l'obésité.

Suivant un ancien circuit de chemin de fer de 35 km de long, la Atlanta BeltLine reliera ultimement 45 quartiers par

l'entremise du tramway, de sentiers pédestres et cyclables, et d'espaces verts. Déjà, quatre tronçons d'une longueur totale de 11 km sont opérationnels. Visité par 1,3 million de personnes au cours de la seule année 2015, le tracé a jusqu'ici suscité des investissements privés totalisant 3 G\$, en plus de recevoir 54 M\$ en dons, selon le *New York Times*.

Et malgré l'issue de la dernière élection présidentielle, l'avenir du projet semble assuré. Lors du scrutin, les citoyens d'Atlanta devaient aussi se prononcer

sur l'imposition de deux taxes de vente destinées à financer les infrastructures et le transport en commun. Les deux mesures ont reçu l'appui respectif de 68 % et de 72 % des électeurs. Une partie des sommes récoltées devrait permettre à la municipalité d'acquérir les terrains nécessaires à l'achèvement de la ceinture verte.

Atlanta BeltLine
Photo : Daniel Lobo



Kollektif

S'investir architecturalement

Partenaires

Bureau du design
Montréal
Ville UNESCO de design

ESQUISSES
Le magazine de l'École des architectes du Québec

INDEX
DESIGN

mission
design.

RAIC | IRAC
Architecture Canada

Commanditaires

v2com.biz

edp
échange | pensée

Contech
BÂTIMENT

ESQUISSE
ESQUISSE

Maçonnerie de la fenêtre à remplage de la chapelle, château fort de Guédelon, département de l'Yonne (France)
Photo: Guédelon

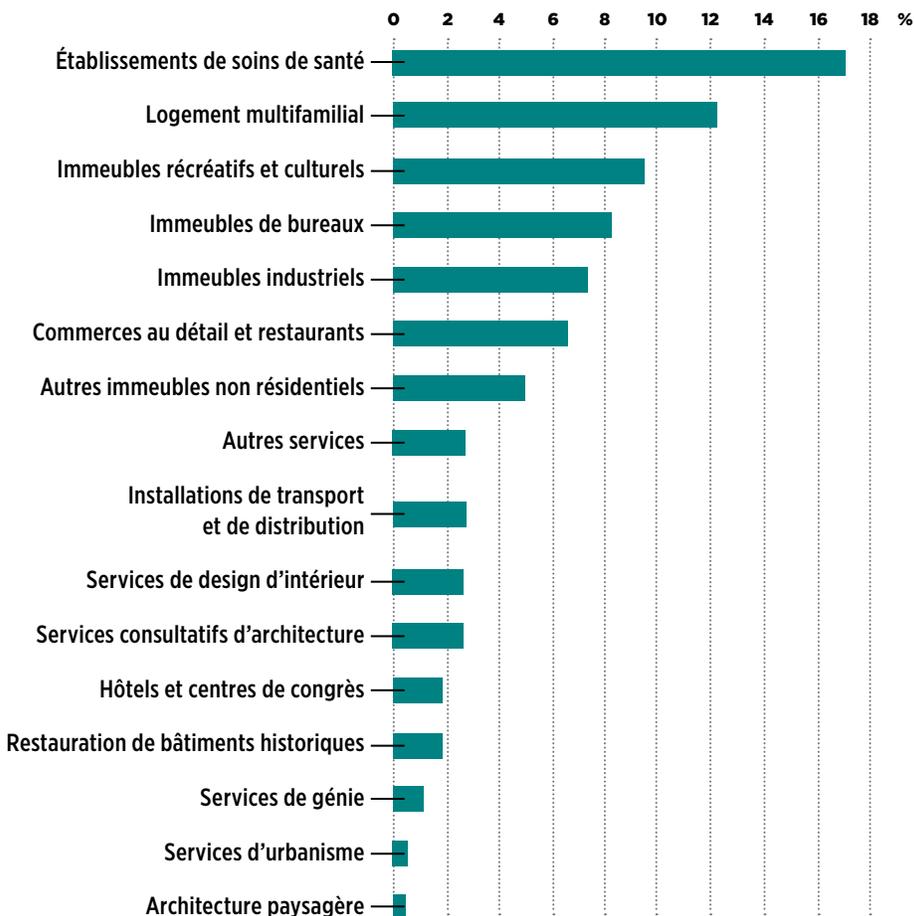


VOYAGE DANS LE TEMPS

Construire un château du 13^e siècle avec les moyens de l'époque, c'est le défi qu'est en train de relever une équipe de 70 personnes dans la région de la Bourgogne, en France. Dans une forêt non loin d'une carrière, tailleurs de pierre, maçons, cordiers et autres forgerons mettent littéralement l'épaule à la roue depuis 1997 pour ériger Guédelon, une œuvre fidèle en tous points aux canons architecturaux instaurés par le roi Philippe-Auguste (1165-1223). Sans aucun moyen mécanique, il va sans dire que les travaux avancent lentement... et c'est tant mieux! Le chantier permet aux scientifiques d'étudier les techniques anciennes et aux artisans, de les perpétuer pour le plus grand bonheur des touristes.

LE POIDS DES NOMBRES SUR QUOI TRAVAILLENT LES ARCHITECTES?

Services d'architecture, répartition des ventes d'exploitation selon le type de services, Québec, 2014 (%)



Source : Statistique Canada

Note : Les données pour les maisons unifamiliales, les établissements d'enseignement et les services de planification de chantier ne sont pas disponibles.

unique à montréal la librairie du CCA

CCA

Centre Canadien d'Architecture | Canadian Centre for Architecture
1920, rue Baile, Montréal 514 939 7026

Le CCA tient à remercier de leur appui généreux le ministère de la Culture et des Communications, le Conseil des Arts du Canada, les Conseils des Arts de Montréal.

Facebook Twitter #ccawire
cca.qc.ca





Les arts de la pierre, très appréciés et d'une notoriété ancienne, inspirent l'admiration et éveillent en nous d'intenses émotions. Leur beauté et leur durabilité attirent notre attention et suscitent notre respect.

Notre vaste gamme de types, couleurs et textures séduiront l'artiste en vous alors que vous concevrez et construirez un patrimoine pour vos clients. Qu'il soit post-moderne, contemporain, classique ou écologique, le style choisi vous permettra de vous exprimer pleinement.

Le choix naturel en matière de pierre

www.shouldice.ca
877.265.6696



**Shouldice Designer Stone Est Mobile!
Téléchargez l'app maintenant!**

Une source
d'inspiration
INTEMPORELLE



PROGRAMME CULTUREL

Nathalie Dion, présidente

Dans son essai *Junkspace*, publié en 2001, l'architecte Rem Koolhaas y va de cette affirmation-choc : « L'architecture a disparu au 20^e siècle [...] ; notre souci des masses nous a rendus aveugles à l'architecture des gens. » Puis, il s'emploie à décrire nombre de paysages suburbains contemporains : des lieux dépourvus d'identité, interchangeables et uniformes, peuplés de bâtiments sans lien avec la ville et unifiés par la même atmosphère climatisée. C'est une caricature, mais elle comporte une part de vérité.

Alors que les villes continuent de se développer, comment faire pour ne pas reproduire ce modèle qui suscite au mieux l'indifférence ? Beaucoup d'intervenants des disciplines de l'aménagement, dont l'OAQ, se réclament de la densification urbaine et de la mixité des usages. C'est un pas dans la bonne direction, mais ce n'est pas suffisant si, au bout du compte, les concepteurs imaginent des lieux mixtes et denses sans chercher à rallier les citoyens appelés à y vivre.

Dans un rapport paru il y a quelques semaines, l'UNESCO affirme avec force que la dimension culturelle peut et doit jouer un rôle majeur dans le développement durable, en servant de lien entre les autres aspects fondamentaux que sont la protection de l'environnement, l'économie et l'inclusion sociale. Concrètement, il faut des villes faites pour les gens. Des villes à échelle humaine, certes, mais aussi capables d'engendrer un sentiment d'appartenance chez tous leurs citoyens. C'est précisément le sujet de ce numéro d'*Esquisses*.

Les architectes le savent bien, concevoir un espace, au-delà de l'aspect technique, c'est susciter des émotions, évoquer des références, stimuler les sens, favoriser le confort physique

et psychologique. Faute de budget, il est vrai qu'on n'a pas toujours le loisir de déployer ces aspects, qui requièrent une sensibilité fine au vécu d'autrui. Pourtant, ils contribuent largement à la valeur ajoutée, non seulement du bâtiment lui-même, mais aussi du cadre de vie dans lequel il s'inscrit.

L'UNESCO insiste sur l'importance d'inclure la culture dans les transformations urbaines et les interventions en matière d'infrastructures. Cela suppose de refléter l'identité d'un lieu et de ses habitants par la mise en valeur du patrimoine et par la création d'espaces publics permettant une expression culturelle rassembleuse. Bien sûr, la diversité croissante

englobe la protection du patrimoine culturel, qu'il s'agisse de biens, de lieux, de paysages, de traditions ou de savoirs.

Or, il reste du chemin à faire. La protection et la mise en valeur du patrimoine bâti ne sont pas toujours acquises au Québec, comme en font foi de nombreux cas de bâtiments d'intérêt patrimonial mal entretenus ou menacés de démolition. Dans le domaine de l'architecture, les interventions des divers ministères, organismes et sociétés d'État ne sont pas toujours harmonisées. Pensons aux concours, régis de manière différente par le MCC et le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Concrètement, il faut des villes faites pour les gens. Des villes à échelle humaine, certes, mais aussi capables d'engendrer un sentiment d'appartenance chez tous leurs citoyens.

des populations des villes pose un défi considérable quand il s'agit de définir une identité. Le relever par un dialogue avec les groupes en présence est néanmoins essentiel si l'on aspire à un meilleur vivre-ensemble.

Un autre ouvrage récent converge dans cette direction : *La culture, un patrimoine à faire fructifier*, essai de Gérard Grandmont, ancien sous-ministre adjoint au ministère de la Culture et des Communications (MCC). L'auteur y décrit la vision élaborée au fil des ans au sein du gouvernement québécois pour harmoniser davantage culture et développement durable. Le MCC a ainsi conclu des ententes avec les municipalités qui ont notamment abouti au renouvellement de nos bibliothèques publiques. C'est aussi dans cet esprit que la Loi sur le développement durable, en vigueur depuis 2006,

« À qui cependant faut-il confier cette responsabilité d'inscrire la culture dans le développement ? » demande avec justesse Gérard Grandmont. Selon lui, c'est au ministère de la Culture d'élaborer et de transmettre une telle vision, à travers un dialogue avec les autres instances qui régissent la vie collective.

Dans son mémoire sur le renouvellement de la politique culturelle, l'OAQ invite le MCC à prendre l'initiative d'une politique nationale de l'architecture et à en assurer la mise en œuvre auprès des autres ministères et organismes. Cette vision commune permettrait une meilleure prise en compte de ce qui fait l'unicité de notre coin du monde. Nous pourrions alors faire de l'architecture non seulement le reflet, mais aussi le moteur de notre identité. ☺

MON HISTOIRE
MON PROJET
MON CENTURA

50^{ans}
CENTURA
Céramique | Porcelaine | Vinyle | Tapis

Collections : Open, Rigo, Aria
www.centura.info



NOTES DE LA DIRECTION

REFONTE DE L'INSPECTION PROFESSIONNELLE

Dans son plan stratégique 2013-2018, l'Ordre a fait de la refonte du service de l'inspection professionnelle sa priorité. La direction de la pratique professionnelle a reçu le mandat de mettre en œuvre les 14 recommandations formulées en 2013 par un comité de réflexion sur l'inspection professionnelle et de recruter de nouveaux inspecteurs. Afin de réaliser les changements souhaités dans les meilleurs délais, le conseil d'administration (CA) a résolu de suspendre l'application du programme de surveillance générale 2016-2017 jusqu'à la fin de l'exercice financier en cours.

RADIATIONS

Le conseil d'administration a radié du tableau de l'Ordre les membres qui n'avaient pas acquitté le deuxième versement de la cotisation annuelle au 3 novembre 2016. Il a également radié les architectes qui n'ont pas souscrit l'assurance responsabilité, conformément au Règlement sur la souscription obligatoire au Fonds d'assurance responsabilité professionnelle de l'Ordre.

DÉMISSION AU CA

Louis Leduc, représentant de la région de Québec, a récemment présenté sa démission à titre de membre du CA de l'Ordre. Monsieur Leduc, qui a été élu au conseil en 2009, s'y est beaucoup investi. L'OAQ tient à le remercier sincèrement pour son apport important et accueille avec joie la possibilité de sa future collaboration à différents comités.

GOVERNANCE

Le 6 octobre dernier, le CA tenait sa journée annuelle de réflexion sur la planification stratégique 2013-2018. L'exercice a permis de faire le point sur les grandes orientations de même que sur les actions concrètes à poser à court et à moyen terme.

Lors de sa réunion statutaire qui a eu lieu le lendemain, le CA a adopté une nouvelle politique régissant son fonctionnement. Il s'est prononcé sur les principes à la base de la rémunération des administrateurs et des membres de comités.

De plus, le CA a adopté un projet de règlement sur les élections. Le document prévoit, entre autres, l'uniformisation de la durée des mandats du président et des administrateurs, dorénavant établie à trois ans, ainsi que des modalités de vote électronique. Suivant l'objectif d'abaisser le nombre d'administrateurs de 17 à 12, fixé en juillet 2015, le CA procédera à une réduction graduelle qui s'échelonnera jusqu'en 2019.

De plus, le CA a nommé les membres du comité d'audit, du comité de gouvernance, d'éthique et de ressources humaines ainsi que du comité de planification stratégique. Ceux-ci se réuniront pour la première fois d'ici la fin de l'année. Un comité de révision *ad hoc* a également été mis sur pied pour réexaminer la demande de révision d'une décision du syndic et rendre un nouvel avis. →

Siège social de l'OAQ, Montréal,
aménagement intérieur:
Intégral Jean Beaudoin
Photo: David Boyer





CRÉATION D'UN NOUVEAU POSTE À LA PERMANENCE

Un nouveau poste s'ajoutera sous peu à la structure administrative de l'OAQ. L'embauche d'un agent de services aux membres permettra à l'Ordre de rehausser la qualité des services offerts aux architectes et aux stagiaires. Selon une analyse effectuée récemment, l'effectif des membres et des stagiaires a augmenté de 38 % depuis 2008, alors que celui de la permanence a diminué de 19 % au cours de la même période. Ce poste supplémentaire contribuera donc à combler l'écart.

ARM CANADA-EUROPE

Le CA a donné son accord de principe à un arrangement de reconnaissance mutuelle (ARM) des qualifications devant être conclu entre le Canada et l'Union européenne. Le projet d'ARM a été rédigé par le Comité des relations internationales du Regroupement des ordres d'architectes du Canada (ROAC-CALA) et par le Conseil des architectes d'Europe (CAE-ACE), lors d'une rencontre tenue à Bruxelles en septembre dernier. Cet ARM détermine les critères, les procédures et les mesures relatifs à la reconnaissance mutuelle des qualifications permettant la mobilité de la main-d'œuvre. En 2013, le CA s'était déjà prononcé en faveur de la conclusion d'un tel arrangement. L'entrée en vigueur de l'ARM est prévue en 2018. L'OAQ vous tiendra au courant de l'évolution du dossier.

LOI SUR LES ARCHITECTES

Les échanges avec l'Office des professions du Québec (OPQ) sur la proposition de modification de la Loi sur les architectes sont en cours. Par ailleurs, l'offre déposée par l'OAQ au printemps dernier au sujet de la délégation d'activités aux membres de l'Ordre des technologues professionnels du Québec est toujours à l'étude par l'OPQ.

ÉMISSION ARCHITECTES DU FUTUR

L'Ordre a offert un soutien financier de 8000 \$ à AGLA Médias pour la production de la série *Architectes du futur*. Destinée au Canal Savoir, celle-ci propose des charrettes réunissant des étudiants en architecture et des architectes établis. Cette contribution correspond parfaitement aux objectifs de l'Ordre de promouvoir la qualité architecturale et de mieux faire connaître le rôle de l'architecte dans la société. Au cours des dernières années, l'OAQ a d'ailleurs participé au financement de deux saisons de la série *Archi branchés*, du même producteur. Au moment d'écrire ces lignes, ce dernier s'affairait à compléter le montage financier de la future émission. Si la production va de l'avant, les épisodes pourront être visionnés sur le site de l'Ordre après leur diffusion à la télévision. À suivre.

ASSURANCE COLLECTIVE

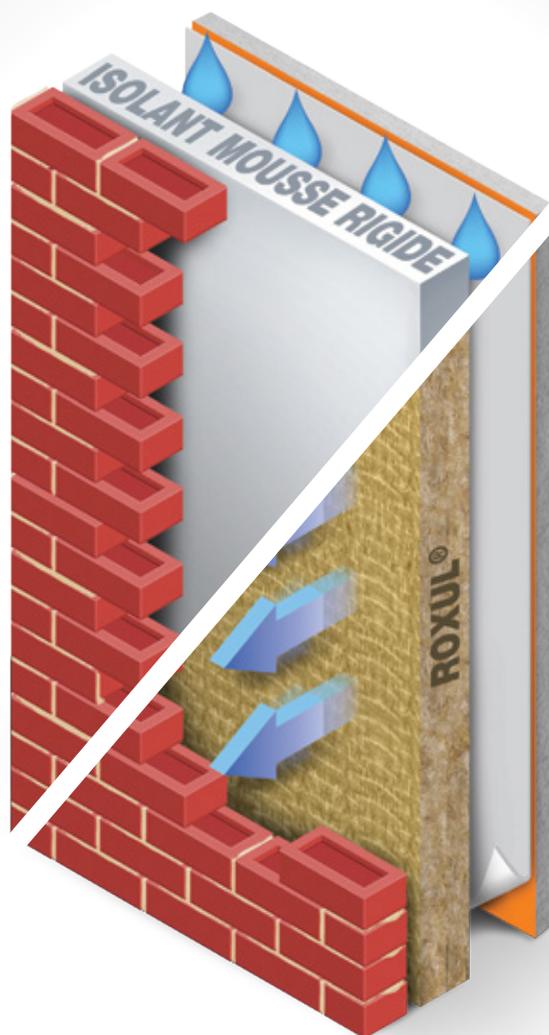
Comme nous l'avions annoncé, le programme d'assurance collective a pris fin le 31 octobre 2016. Les membres en ont été informés par plusieurs communications, notamment dans le magazine *Esquisses* et dans le bulletin électronique *Élévation*. Les avis de résiliation à l'assureur, à la Régie de l'assurance maladie du Québec et aux membres ont été transmis dans les délais prévus. Pour connaître les motifs de l'OAQ, consultez le précédent numéro d'*Esquisses* (automne 2016), à la page 10.



ERRATUM

Le texte «**Concours d'architecture: Des cadres raffinés**», paru dans le numéro d'*Esquisses* de l'automne 2016, mentionnait qu'au Québec, le dernier concours anonyme à la première étape a été celui du Planétarium Rio Tinto Alcan, en 2009. Or, on nous a signalé qu'il s'agit plutôt de celui du Stade de soccer de Montréal, tenu en 2011. Sur 30 propositions déposées, le jury avait retenu 4 finalistes, dont l'identité a ensuite été dévoilée.

VOTRE ISOLATION PIÈGE L'HUMIDITÉ?



PAS LA NÔTRE.

Respirez facilement grâce à ROXUL®. Les systèmes d'isolation standard utilisant de la mousse rigide créent un système de pare-vapeur double qui peut potentiellement emprisonner l'humidité. Les panneaux isolants en laine de roche CAVITYROCK® et COMFORTBOARD™ sont perméables à la vapeur, ce qui permet à l'enveloppe de votre bâtiment de sécher. Réduisez vos risques. Protégez vos bâtiments et votre réputation.

Visitez notre site Web à fr.roxul.com/ApplicationsCommerciales

CAVITYROCK® et COMFORTBOARD™
Pour la meilleure façon de construire.

ROXUL®
L'isolant à son meilleur

SUR LA PLACE PUBLIQUE

PARC LA FONTAINE

Le 31 août, la Ville de Montréal a présenté le résultat de la consultation sur l'avenir du parc La Fontaine, à laquelle l'OAQ a participé. Il servira à l'élaboration d'un plan directeur dont la portée englobera les 20 prochaines années. On en reparle!

DEMANDE DE MESURES ÉQUIVALENTES ET DIFFÉRENTES

En juillet dernier, l'Ordre a été consulté par la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) en amont de la publication de son *Guide de présentation d'une demande de mesures équivalentes ou différentes*. Celui-ci fait suite à l'adoption de la politique interne de traitement de ces demandes, à propos de laquelle l'OAQ avait été consulté en 2014. L'OAQ se réjouit de la création de cet outil, qui devrait permettre de clarifier le processus et de faciliter le travail des professionnels. Il a cependant émis plusieurs commentaires, dont un réitérant la nécessité d'un registre public des demandes de mesures équivalentes et différentes reçues et des réponses apportées par la RBQ.

GOUVERNANCE DU SYSTÈME PROFESSIONNEL

Le 28 août, devant la Commission des institutions de l'Assemblée nationale, Nathalie Dion, présidente de l'OAQ, et Jean-Pierre Dumont, directeur général, ont salué le progrès que représente le projet de loi 98, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel. S'il est adopté, ce texte, qui fait suite aux recommandations de la commission Charbonneau, améliorerait nettement la gouvernance des ordres professionnels. Ceux-ci devraient alors faire en sorte que leurs outils et leurs ressources soient mieux adaptés à leur mission de protection du public.

Dans un mémoire précédemment déposé à ce sujet, l'OAQ a émis plusieurs idées pour poursuivre la réflexion sur la modernisation du système professionnel. Elles portent sur le financement des ordres, la possibilité ou non de faire de la publicité, le recrutement des syndicats, l'approbation des Arrangements de reconnaissance mutuelle et l'assujettissement des firmes du domaine de la construction.



STUDIO ERNEST-CORMIER

Le 6 octobre, le ministre de la Culture et des Communications, Luc Fortin, a annoncé le classement du studio Ernest-Cormier, situé à Montréal, de sorte que l'immeuble et son terrain sont désormais protégés. Un an plus tôt, alors qu'il était mis en vente sans mention de son intérêt patrimonial, l'OAQ avait fermement pris position pour sa sauvegarde. L'édifice datant de 1922 est l'œuvre la plus personnelle de l'emblématique architecte québécois.

Studio Ernest-Cormier
Photo : gracieuseté de la Ville de Montréal

MÉMOIRES

CONTRATS PUBLICS

Le 29 septembre, l'OAQ a déposé auprès de la Commission des finances publiques de l'Assemblée nationale un mémoire sous forme de lettre dans le cadre de l'étude du projet de loi 108, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics. Ce projet de loi met également en œuvre certaines recommandations de la commission Charbonneau. Tout en étant globalement en accord avec le texte, l'OAQ a demandé plusieurs ajustements : assujettissement des municipalités à la future Autorité des marchés publics, code unique des marchés publics, abolition de l'exigence de recourir au plus bas soumissionnaire, etc.

RÉSEAU ÉLECTRIQUE MÉTROPOLITAIN

Il faut se donner le temps de bien faire les choses ! C'est en substance ce que Guillaume Lévesque, administrateur de l'OAQ, a livré comme message le 10 octobre devant le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) au sujet du projet de Réseau électrique métropolitain. Il présentait le mémoire intitulé « Ralentir pour aller plus loin », déposé quelques jours auparavant. Après avoir salué la volonté gouvernementale d'investir dans les transports en commun au moyen d'un projet structurant, l'Ordre a rappelé que les investissements ne doivent jamais faire

À NOTER
Les mémoires et prises de position publics de l'OAQ peuvent être consultés sur le oag.com.

perdre de vue la qualité de vie des citoyens et la qualité du cadre bâti. L'urgence ne peut être invoquée pour passer outre les objectifs en matière de lutte contre l'étalement urbain ou la préservation des terres agricoles.

LOGEMENT

Le 20 octobre, l'OAQ a déposé un mémoire dans le cadre de la consultation Parlons logement, menée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Le document rappelle que l'habitation est au cœur d'un grand nombre d'enjeux, notamment l'inclusion sociale, le vieillissement de la population, la réduction des gaz à effet de serre et l'atténuation des impacts des changements climatiques. En conséquence, les interventions à ce chapitre doivent être faites dans une perspective globale. Des espaces publics de meilleure qualité, le recours à l'architecture bioclimatique, des logements adaptables et des fonds pour la recherche et l'innovation font partie des recommandations. Le gouvernement fédéral utilisera les résultats de cette consultation pour élaborer sa prochaine politique nationale sur le logement.

STRATÉGIE CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL

Le 8 novembre, Guillaume Lévesque a présenté le mémoire « Pour un cœur en santé et à échelle humaine » devant l'Office de consultation publique de Montréal. Cette audience s'inscrivait dans le cadre d'une vaste consultation en amont de la définition du plan d'action de la Ville de

Montréal pour dynamiser le centre-ville à l'horizon 2030. Dans la lignée des positions qu'il a prises précédemment, l'OAQ plaide pour un cadre bâti dense et convivial, durable et inclusif. Il a émis plusieurs propositions pour favoriser l'innovation à l'occasion de la reconversion des ensembles institutionnels et immeubles publics (Hôtel-Dieu, maison de Radio-Canada, etc.).

BÂTIMENT DURABLE À MONTRÉAL

Doter Montréal du code du bâtiment le plus « vert » au Québec : c'est la proposition que fait l'OAQ dans son mémoire présenté le 15 novembre par Nathalie Dion devant les élus de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs. La commission a en effet été mandatée pour mener une consultation en vue de doter Montréal d'une réglementation plus durable pour les bâtiments. De nombreux sujets y sont abordés, des toitures végétalisées à la gestion des déchets en passant par l'accessibilité universelle.

POLITIQUE NATIONALE DE L'ARCHITECTURE

Depuis sa publication en juin, le mémoire de l'OAQ « La qualité architecturale, un chantier à poursuivre » a reçu l'appui officiel de 16 municipalités québécoises – dont la Ville de Québec –, de 8 arrondissements montréalais ainsi que de la Commission scolaire de Montréal. Ce mémoire, déposé dans le cadre des consultations menées par le ministère de la Culture et des Communications sur le renouvellement de la politique culturelle, réclame notamment une politique nationale de l'architecture.

CENTRE COMMERCIAL DU DOMAINE DE L'ESTÉREL

Revirement dans le dossier de cet ensemble patrimonial Art déco classé, situé à Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson dans les Laurentides. Rappelons que les relations s'étaient envenimées entre la municipalité et le promoteur HBO Construction, qui désirait y construire 130 logements. En 2015, ce dernier avait même intenté une poursuite de 1,2 M\$ contre la Ville. Or, en août dernier, le promoteur a mandaté la compagnie Binswanger Myre Pageau (BMP) pour revoir le projet et reprendre les négociations avec la Ville et le gouvernement du Québec.

HBO Construction s'est de plus engagée à protéger le site, à permettre un accès à la plage publique et à mettre en valeur le patrimoine. De nouveaux plans ont été déposés auprès du Comité consultatif d'urbanisme. Si une entente est conclue, la poursuite contre la Ville sera retirée.

En 2013 alors que le bâtiment était déjà menacé, l'OAQ avait joint sa voix à celle de plusieurs organismes qui réclamaient le classement du bâtiment au ministre de la Culture et des Communications de l'époque, Maka Kotto.

Centre commercial du domaine de l'Estérel, Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, Antoine Courteus
Photo : Martine Roux



RETOUR SUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Le mercredi 14 septembre se tenait l'assemblée générale annuelle l'OAQ à l'hôtel Pur de Québec. Ce rendez-vous a permis à l'Ordre de faire un bilan de ses activités de la dernière année. En voici les faits saillants.

- Le rapport annuel 2015-2016 a été déposé.
- L'auditeur de l'Ordre a effectué un survol des états financiers de l'exercice 2015-2016. Il a attesté de leur conformité sans émettre de réserve et a souligné l'excellente collaboration de l'Ordre au processus de vérification.
- Un état des lieux de la Maison de l'architecture et du design a été présenté, suivi des bilans du Fonds des architectes et d'Architectes de l'urgence et de la coopération.
- La composition du conseil d'administration 2016-2017, résultat des élections tenues au printemps 2016, a été annoncée :
 - Présidente : Nathalie Dion
 - Administrateurs élus : Denis Baril, Jean Beaudoin, Valérie Daoust, Carolyne Fontaine, Claude Fréreau, Daniel Gilbert, Julien Gouin-Charbonneau, Louis Leduc (a démissionné depuis), Guillaume Lévesque, Patrick Littée, Rémi Morency, Normand Pratte, Maude Thériault.
 - Administrateurs nommés par l'Office des professions du Québec : Louise Champoux-Paillé, Francine Cléroux, Guy Simard.
- L'Ordre a salué le dévouement des administrateurs dont le mandat prenait fin, soit Stéphanie Augy, Hélène Beaudry, Pierre Émond et Bernard McNamara.
- L'assemblée a adopté une motion de félicitations à Bernard McNamara, en reconnaissance de l'ensemble de son travail pour l'Ordre.
- L'assemblée a accepté la recommandation du conseil d'administration d'augmenter la cotisation de 4 % pour l'année 2017-2018, et a approuvé les exemptions de cotisation.
- Le conseil d'administration a rappelé qu'il avait décidé, en juillet dernier, d'abolir le programme d'assurance collective.
- Des six propositions émises par les membres et inscrites à l'ordre du jour, cinq ont été rejetées par l'assemblée et une a été appuyée. Celle-ci porte sur l'introduction du vote électronique dans le Règlement sur les élections au conseil d'administration; elle va dans le sens des démarches que l'Ordre a déjà entreprises. Le nouveau processus devrait être fonctionnel lors des élections 2018. 

Pavillon Pierre Lassonde du Musée national des beaux-arts du Québec, Québec, OMA
OMA*AMO Architecture P.C. / Provencher Roy
Photo : Bruce Damonte



CONGRÈS 2016

APPRIVOISER LE CHANGEMENT

Était-ce le thème du BIM, la tenue du congrès dans le sympathique quartier Saint-Roch ou simplement le goût de se retrouver entre architectes qui a attiré 150 participants à l'hôtel Pur de Québec, les 15 et 16 septembre dernier? Peut-être tout ça à la fois.

Christine Lanthier

Dès l'ouverture du congrès, Serge Beauchemin, entrepreneur bien connu pour sa participation à l'émission *Dans l'œil du dragon*, a fait salle comble malgré l'heure matinale de sa présentation. Il a captivé l'auditoire en racontant son parcours exceptionnel : démarrage d'une entreprise de vente de logiciels avec un capital de 40 \$, croissance fulgurante et fortune pour les actionnaires. Ayant amassé suffisamment d'argent pour vivre sans travailler pour le restant de ses jours, il a plutôt choisi de devenir investisseur afin d'aider d'autres entrepreneurs à croître en partageant sa vision du succès. Celle-ci tient en cinq éléments : aspirer à quelque chose de grand, croire en sa capacité de réussir, agir en conséquence, contribuer à un monde meilleur et apprendre constamment.

La table était mise pour le thème des deux journées du congrès, la modélisation des données du bâtiment – MDB ou BIM, dans le jargon. Selon les experts présents, c'est la grande révolution qui touchera le milieu de la construction dans les prochaines années, et son impact pourrait être supérieur à celui qu'a eu le passage du dessin à la main vers AutoCad. Car plus que l'adoption de nouvelles technologies, c'est la manière de travailler des architectes qui s'en trouve profondément modifiée, comme l'expose le dossier paru dans le numéro d'*Esquisses* de l'été 2016.

Bon nombre d'architectes se sont déjà initiés à la MDB. Selon une étude du Groupe de recherche en intégration et développement durable de l'ÉTS, c'est le cas de 41 % d'entre eux. Mais pour la majorité, il s'agit d'un monde encore inconnu. Les différentes présentations ont donc contribué à une nécessaire mise à niveau.

CHARRETTE

Outre les visites guidées au monastère des Augustines et au pavillon Pierre Lassonde du Musée national des beaux-arts du Québec, un autre moment fort du rassemblement a été la charrette d'architecture intitulée « Sous les bretelles de l'autoroute Dufferin-Montmorency », organisée en collaboration avec le Centre de formation en développement durable (CFDD) de l'Université Laval. Cet atelier a réuni six équipes, composées d'un architecte expérimenté, d'un architecte débutant ou d'un stagiaire, d'un ingénieur et d'un intervenant dans une autre discipline (urbaniste, technologue ou autre).

Les participants avaient huit heures, pas plus, pour réaliser un prototype de développement et d'aménagement, depuis l'idéation jusqu'au montage d'une maquette. Guidés par les formateurs du CFDD, ils devaient appliquer les principes du processus de conception intégrée.

Les six projets ont été présentés lors du cocktail de clôture du congrès, puis soumis au vote de l'assistance – ces présentations peuvent être visionnées sur la page Facebook de l'OAQ. Ils ont ensuite été déposés à la Ville de Québec dans le cadre de la consultation publique concernant le programme particulier d'urbanisme du secteur sud de Saint-Roch, les 22 et 23 septembre dernier. Le dynamisme que cette activité a insufflé au congrès encourage l'OAQ à répéter l'expérience.

Dans un souci d'amélioration continue, les organisateurs ont par ailleurs pris bonne note des commentaires émis durant le congrès et par l'entremise d'un sondage envoyé aux participants. ☺



Monastère des Augustines, Québec, ABCP
Photo: Monastère des Augustines



Projet soumis lors de la charrette « Sous les bretelles de l'autoroute Dufferin-Montmorency ».
Photo: Simon Dufresne

2017, ANNÉE SPÉCIALE

À l'automne 2017, le congrès de l'OAQ fera place au Sommet mondial du design, qui se tiendra à Montréal. Des professionnels de toutes les disciplines concernées, dont l'architecture, élaborent actuellement la programmation.



Une finition qui a du

Style



Schluter®-TRENDLINE

NOUVELLES couleurs tendance d'aujourd'hui

La série de profilés TRENDLINE présente une toute nouvelle gamme de couleurs s'agencant au carrelage dernier cri. Aujourd'hui, les carreaux s'inspirent de l'apparence du bois et du béton et sont proposés dans une variété de couleurs écruées et métalliques. Maintenant, les profilés de la série TRENDLINE offrent l'agencement parfait.

- Sept nouvelles couleurs
- Un fini texturé réalisé selon un procédé de thermolaquage
- Pour les profilés :



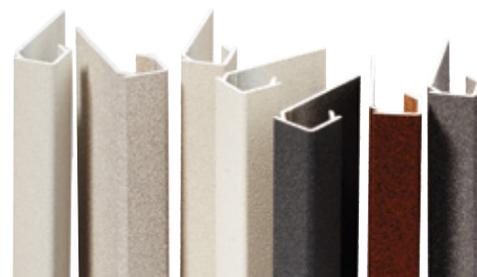
JOLLY



RONDEC



QUADEC



DÉFI 2030

Suivant l'adhésion de l'OAQ au Défi 2030, *Esquisses* présente dans chaque numéro un projet qui fait écho aux objectifs de cette initiative internationale. Rappelons que le Défi 2030 vise à éliminer, d'ici à 2030, les émissions de gaz à effet de serre dans les nouvelles constructions et les rénovations de bâtiments.

[architecture2030.org/
2030_challenges/](http://architecture2030.org/2030_challenges/)



Projet Osora, Montréal,
Atelier Tautem
Photo : Nicholas Salter

PROJET OSORA

LA VOIE PASSIVE

Le projet Osora, sur le Plateau Mont-Royal, convoite la certification Passive House pour 2017. Visite du propriétaire.

Catherine Bourbeillon

En 2012, l'entrepreneur Philippe St-Jean cherche une maison où habiter. Au même moment, son frère et sa sœur songent également à déménager. Alors qu'il suit une formation pour devenir concepteur Passive House, le déclic se produit. Son premier projet certifié sera un immeuble multilogement sur le Plateau Mont-Royal, à Montréal, où ils pourront tous vivre.

Philippe St-Jean voit grand : s'il vise d'abord la certification Passive House, il aimerait aussi que le bâtiment soit certifié LEED et Living Building Challenge. Tout un défi pour un projet au cœur de la ville. « J'avais besoin d'un bâtiment dont le côté arrière faisait face au sud, avec des voisins assez

loin et bas pour ne pas bloquer le soleil hivernal, précise-t-il. J'avais surtout besoin de quelque chose de tellement pourri qu'on allait pouvoir le démolir et recommencer à neuf. » Il trouve finalement la perle rare sur l'avenue Henri-Julien : un immeuble de trois logements en piètre état, construit en 1885.

DES OBSTACLES

Pour réaliser le projet, Philippe St-Jean fait appel à Francis Berthiaume, un architecte accrédité LEED qui partage sa vision. À l'été 2015, alors que la conception va bon train, le permis de démolition leur est refusé par l'arrondissement, qui tient à la conservation du bâtiment existant. Les deux concepteurs doivent donc mettre une

10951 Parkway
Anjou, Québec
514-353-6000
fr.hydrotechmembrane.ca

HYDROTECH

LA MEMBRANE HYDROTECH 6125 ÉPROUVÉE
DEPUIS PLUS DE 50 ANS.
UNE VALEUR SÛRE POUR VOS PROJETS,
Tout simplement!

croix sur plusieurs éléments des plans initiaux, comme l'ajout de deux étages (et les revenus potentiels qu'ils représentaient) ainsi que la toiture à végétation intensive. Autre difficulté: Living Building Challenge exige une totale autonomie en eau et en énergie, ce qui n'est pas compatible avec la réglementation en place.

«Il a fallu concentrer nos efforts sur la certification Passive House et laisser tomber la poursuite des deux autres certifications, mais on en a conservé tous les éléments qu'on pouvait intégrer», résume Philippe St-Jean. D'entrée de jeu, les caractéristiques du site respectent les nouveaux critères de LEED v4: densité environnante, accès facile aux transports en commun, proximité des pistes cyclables, tout y est. Ces conditions favorisent aussi l'adoption d'un mode de vie sans voiture, l'un des impératifs de Living Building Challenge.

Côté efficacité énergétique, le bâtiment de 260 m² mise sur une enveloppe à double ossature ultraperformante afin de réduire les ponts thermiques au maximum. «L'enveloppe est tellement bien isolée que les variations de température extérieures, même extrêmes, n'auront pratiquement pas d'impact sur la température intérieure. C'est vraiment comme

un écosystème à part», indique Philippe St-Jean. Lors du dernier test d'infiltrométrie, le taux d'étanchéité à l'air de l'enveloppe était de 0,4 changements d'air à l'heure (CAH), un rendement qui dépasse la cible de 0,6 CAH exigée par Passive House.

À l'intérieur des murs remplis de cellulose, un contreplaqué agit comme frein-vapeur et un vide mécanique permet de passer les fils et les tuyaux. Les seules perforations se trouvent aux entrées d'électricité et d'eau, de même qu'à la sortie d'égouts. Sur la façade sud, l'abondante fenestration à triple vitrage permet de gagner un maximum de chaleur et de lumière naturelle.

LE FRUIT DES EFFORTS

Chacune des trois unités d'habitation comprend une sècheuse à condensation et une hotte de cuisine sans sortie extérieure. Un système de ventilation haute efficacité permet de récupérer 92 % de la chaleur. Grâce à l'ensemble des stratégies utilisées, la consommation d'énergie consacrée annuellement au chauffage sera de 10 kWh/m², un exploit compte tenu de la limite déjà exigeante de 15 kWh/m² par an de Passive House.

Les concepteurs ont aussi privilégié des matériaux locaux, recyclés et réutilisés. Le bois des planchers provient de frênes coupés à cause de l'agrile, les pierres de l'ancienne fondation ont été réutilisées pour l'aménagement paysager et les anciennes solives font maintenant partie du mobilier, énumère Philippe St-Jean. Les déchets de construction ont même été offerts gratuitement sur Kijiji. Des initiatives qui s'inscrivent à la fois dans l'axe de LEED et de Living Building Challenge.

Dans l'esprit de Living Building Challenge, qui prône l'autonomie et l'agriculture urbaine, plusieurs essences d'arbres fruitiers ont été plantées dans la grande cour. D'ailleurs, en 2017, le public pourra visiter Osora et son jardin lors des journées portes ouvertes Passive House. «On veut créer des liens avec la communauté et servir d'inspiration», résume Francis Berthiaume.

D'ici là, Philippe St-Jean, qui habite déjà les lieux, finalisera les détails de la construction. L'hiver qui vient permettra de mesurer les dépenses énergétiques du bâtiment. Osora aura donc bientôt des données de performance... et des pommes à partager. ☺

Problèmes de bruit?

Consultez-nous

mslfibre.com

MSL

www.mslfibre.com
info@mslfibre.com
Sans frais: 800.561.4279
Tél: 819.228.2789

Développé et
fabriqué au
Canada



SONOPAN II

REFLEXOR



Revitalisation du centre-ville
de Sainte-Julienne, L'Atelier urbain
Illustration : L'Atelier Urbain et Lanterne Digitale

PROCESSUS DE CONCEPTION INTÉGRÉE

MIEUX TRAVAILLER AVEC LES URBANISTES

Qui n'a jamais vu son projet refusé par l'urbaniste d'une ville pour cause de non-conformité? Pourtant, inclure cet acteur en amont de la conception permet de s'en faire un allié.

Andréane Girard*

Avec ses 15 étages et ses 35 000 m², la Cité Desjardins de la coopération représente une implantation d'une envergure considérable dans une ville comme Lévis. L'ingénieur André Roy, anciennement directeur de projet des Placements immobiliers du Mouvement Desjardins et actuellement formateur au Centre de formation en développement durable (CFDD), a été étroitement associé au projet, qui s'est concrétisé en 2011 : « Nous avons travaillé de près avec l'urbaniste municipal et le service du génie, qui faisait partie de l'équipe de projet. Grâce à cela, nous avons pu déplacer une rue, de manière à implanter les infrastructures de façon plus logique, pour le bien du projet. Par le fait même, la Ville a pu moderniser les infrastructures des services publics, en plus de créer un parc semi-public. »

Normand Hudon, architecte associé chez coarchitecture, concepteur du projet et formateur au CFDD, croit que la vision partagée entre les différents acteurs a grandement facilité la collaboration. « Ce qui nous a permis de travailler ensemble, c'est que nous étions tous d'accord sur ce que représentait le succès du projet. »

En incluant l'urbaniste municipal dans un processus de conception intégrée, on peut arriver à un projet novateur et durable en respectant les délais, confirment les experts.

On peut également faire appel à un urbaniste consultant en amont de la conception, fait remarquer Louis-Michel Fournier, urbaniste, associé fondateur de L'Atelier Urbain et formateur au CFDD. En discutant avec la Ville,

celui-ci peut apporter des arguments supplémentaires à ceux de l'architecte « en traitant du territoire d'implantation, des retombées sur le milieu, de la façon dont le projet répond au plan d'urbanisme », dit-il.

Mieux encore, l'urbaniste consultant peut aider à raccourcir les délais si une dérogation ou une modification au règlement est nécessaire. L'architecte peut donc poursuivre son travail de conception pendant que l'urbaniste utilise son expertise pour assurer le bon déroulement du processus d'autorisation. Louis-Michel Fournier précise : « Si tu souhaites faire un projet qui sort du cadre, ce sera difficile d'obtenir l'autorisation pour passer les demandes excédentaires. En ayant l'appui d'un urbaniste qui fait la démonstration auprès de son homologue de la Ville que



La Cité Desjardins de la coopération, Lévis, coarchitecture
Photo : Jacques Beardsell

EN RÈGLE AVEC LA LOI SUR LE LOBBYISME

Les architectes peuvent-ils contrevenir à la Loi sur le lobbyisme en collaborant avec des urbanistes municipaux ? Pour Normand Hudon, il importe de travailler selon des modalités qui respectent les règles. « Pour s'assurer d'être conforme et que les gens puissent se parler, il faut que les représentants du donneur d'ordre, qui est enregistré au Registre des lobbyistes, déclarent les rencontres de travail. » Autre option : tous les professionnels collaborant au projet s'inscrivent au Registre en employant un libellé de mandat commun.

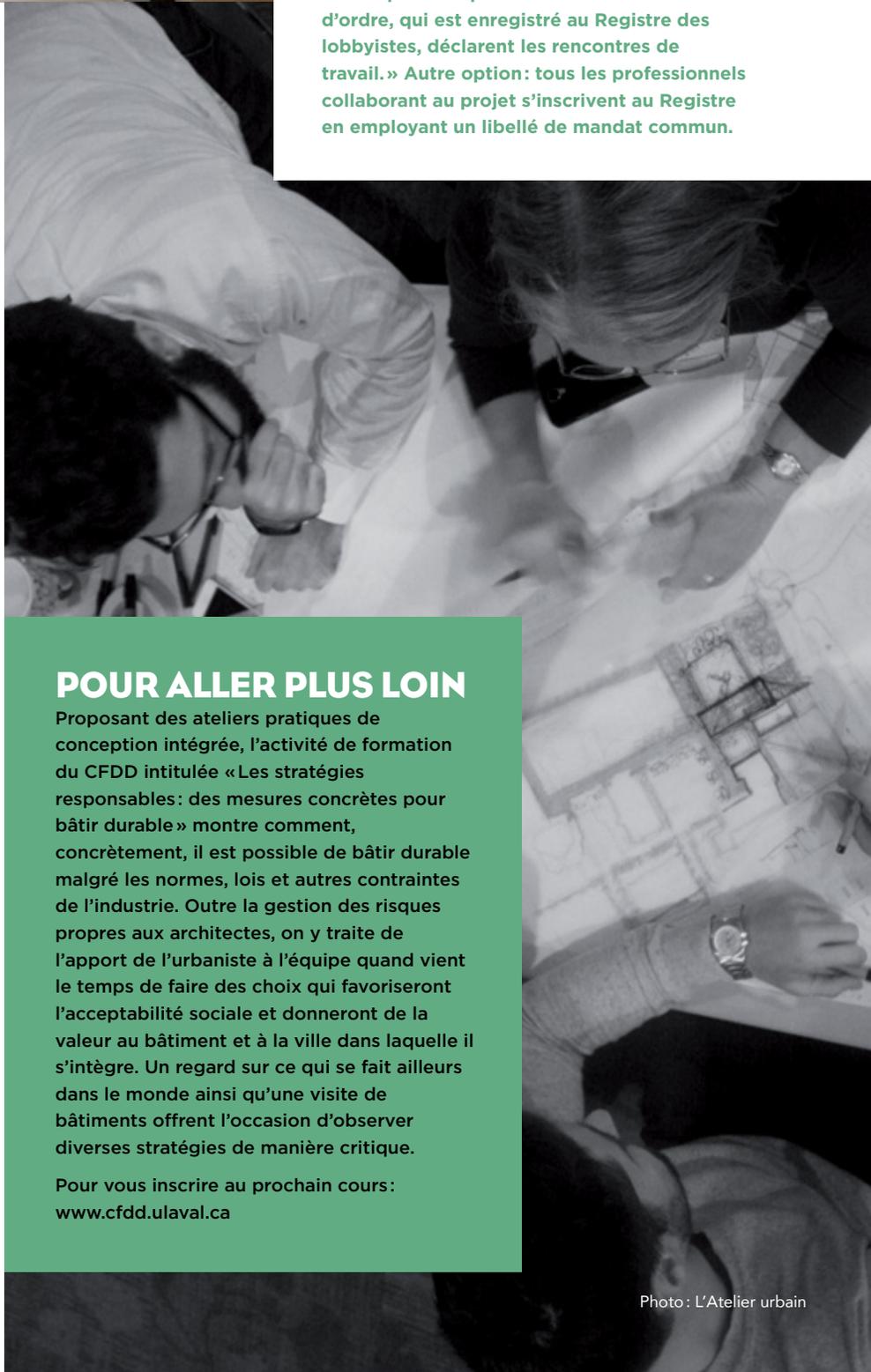
les impacts négatifs pour lesquels le règlement a été rédigé ne sont pas présents, les demandes seront prises en compte. »

Alors que les contraintes réglementaires sont établies pour éviter le pire, l'urbaniste, qu'il soit consultant ou à l'emploi de la Ville, peut devenir un allié pour l'innovation. « Au lieu de faire des grilles de compatibilité qui sont strictes et limitatives, l'urbaniste peut expliquer les intérêts fondamentaux de la Ville ou d'un territoire et donner un sens à la réglementation. Quels étaient les principes d'aménagement qui ont mené à ce règlement ? Quelle est la vision à long terme du territoire dans lequel s'imbrique le projet ? » poursuit Louis-Michel Fournier. S'il a une compréhension claire du contexte réglementaire, l'architecte peut s'en servir pour nourrir son projet.

Le recours à une vision multidisciplinaire au moment de la conception promet d'être de plus en plus fréquent. À preuve, depuis septembre, la Société québécoise des infrastructures impose la conception intégrée pour les projets de 5 M\$ et plus. Pour les parties prenantes, cela représente un véritable apprentissage, reconnaît Bernard Sicotte, architecte et directeur de la planification stratégique de l'organisme. « L'abandon d'un mode de conception linéaire au profit d'une approche de contributions simultanées et de recherche de consensus implique de surmonter plusieurs paradigmes, notamment en ce qui concerne les rôles et les responsabilités des participants. »

Le travail collaboratif ne peut qu'être bénéfique pour un projet à condition, conclut André Roy, « d'établir un climat de confiance et d'exclure l'esprit de confrontation ». ●

** Responsable, Communication et stratégies marketing au CFDD*



POUR ALLER PLUS LOIN

Proposant des ateliers pratiques de conception intégrée, l'activité de formation du CFDD intitulée « Les stratégies responsables : des mesures concrètes pour bâtir durable » montre comment, concrètement, il est possible de bâtir durable malgré les normes, lois et autres contraintes de l'industrie. Outre la gestion des risques propres aux architectes, on y traite de l'apport de l'urbaniste à l'équipe quand vient le temps de faire des choix qui favoriseront l'acceptabilité sociale et donneront de la valeur au bâtiment et à la ville dans laquelle il s'intègre. Un regard sur ce qui se fait ailleurs dans le monde ainsi qu'une visite de bâtiments offrent l'occasion d'observer diverses stratégies de manière critique.

Pour vous inscrire au prochain cours :
www.cfdd.ulaval.ca



Robson Square, Vancouver
Photo : Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti, Université de Montréal



Parc de la francophonie, Gatineau
Photo : Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti, Université de Montréal

ÉVALUATION PATRIMONIALE

BANC PUBLIC

*La question de l'évaluation du patrimoine est pour le moins épineuse.
C'est d'autant plus vrai pour les lieux aménagés durant la période moderne.
Compte rendu d'une recherche sur la valeur sociale de cinq espaces publics en fin de vie.*

Catherine Bourbeillon

Un espace public peut vite se transformer en un terrain miné pour le gestionnaire qui doit décider de son avenir. L'option de la démolition fait souvent naître des débats où les experts en conservation du patrimoine se heurtent aux préoccupations pragmatiques des autres acteurs concernés. Les discussions, parfois houleuses, laissent habituellement peu de place à l'utilisateur. Mais comment intégrer à la réflexion l'avis des non-experts qui fréquentent ces lieux menacés ?

Voilà la question qui se trouve au cœur d'un projet de recherche amorcé en 2012, baptisé « Les valeurs patrimoniales vues par le public : étude de cas ». Une équipe interdisciplinaire de l'Université de Montréal s'est penchée sur cinq espaces publics canadiens conçus durant la période moderne, dont la place de la Laurentienne, à Montréal, et le Jardin des provinces et des territoires, à Ottawa.

L'héritage moderne demeure peu associé au patrimoine, aux yeux du grand public. Et, bien que sa cause progresse, il existe encore peu de littérature sur le sujet. « Nous avons voulu documenter des lieux en fin de vie et sensibiliser les gestionnaires à leur valeur avant qu'ils ne les démolissent », explique Claudine Déom, cochercheuse dans ce projet. C'est avec un certain sentiment d'urgence que nous avons choisi cette période. » L'historique des cinq cas a été documenté, après quoi des experts ont procédé à leur évaluation patrimoniale.

PLACE À L'USAGER

L'étape suivante consistait à sonder le public sur ces espaces afin d'en mesurer la valeur sociale. Dépêchés sur les lieux, les membres de l'équipe ont mené 75 entrevues auprès d'utilisateurs. Ces échanges ont permis d'établir plusieurs constats. D'abord, chez le commun des mortels, l'appréciation d'un lieu est

intimement liée à l'expérience qui y est vécue. Les usagers attachent une grande importance au bien-être qu'ils ressentent, à l'ambiance et à la présence de végétaux, par exemple. Plusieurs des éléments appréciés par les usagers étaient par ailleurs mentionnés dans les évaluations initiales des experts.

Néanmoins, l'écart entre l'opinion du public et celle des experts peut aussi être considérable. « Plusieurs usagers auraient aimé que des tables de pique-nique soient installées dans le Jardin des provinces et des territoires, ce qui a fait frémir les experts, parce que ça aurait détruit le concept des lignes pures de l'artiste Donald W. Graham », souligne Claudine Déom. Voilà un bon exemple de conflit susceptible d'opposer les deux camps.

Un autre constat : des opinions contradictoires émanent souvent d'un même



groupe d'usagers. Par exemple, certains réclament que les planches à roulettes soient interdites dans un lieu alors que d'autres passent leur journée à y pratiquer sauts et figures. Bref, la valeur sociale comprend de multiples facettes, ce qui complexifie son intégration à l'évaluation patrimoniale.

UN TERRAIN D'ENTENTE

Dans le domaine de la conservation du patrimoine, la question de l'inclusion du public dans les discussions ne date pas d'hier. « Ça fait 20 ans qu'on parle de l'importance de toutes les parties prenantes dans les décisions qui concernent le patrimoine, que ce soit l'évaluation ou les modifications. Je pense qu'il y a une certaine résistance dans le milieu, parce que considérer le point de vue de tous, dans la réalité, ça veut dire écouter et se heurter à des contradictions », avance Claudine Déom.

Selon Nicole Valois, chercheuse principale, ce processus inclusif doit néanmoins avoir lieu : « Il faut amener les usagers à se prononcer sur la valeur patrimoniale en amont des décisions. Ce n'est pas juste l'affaire des experts. L'intégration de l'opinion du public, c'est une question de compromis. »

L'équipe de chercheurs, qui travaille maintenant à la diffusion des résultats de la recherche, espère que les différents responsables des évaluations patrimoniales bonifieront leurs critères afin que l'opinion des usagers soit mieux prise en compte. L'amélioration des méthodes de consultation du public figure également sur leur liste de souhaits. La voix populaire pourrait alors influencer le sort des espaces publics modernes et, qui sait, allonger l'espérance de vie de ces lieux empreints d'histoire. ●

NÉPAL



Nous oeuvrons main dans la main avec les villageois de Chhulemu afin de bâtir un centre communautaire qui servira de chantier-école, bénéfique pour le développement et la sécurité de toute une population.



Les architectes du Québec se mobilisent pour la résilience des communautés vulnérables.

architectes-urgence.ca/nepal





ARCHITECTURE SONORE

À VOTRE ÉCOUTE

Aussi séduisant qu'un bâtiment puisse paraître, personne ne s'y éternisera si son acoustique est désagréable. Les architectes accordent-ils assez d'importance à l'atmosphère sonore de leurs créations?

Leslie Doumerc

Parfois, ce sont les bâtiments silencieux qui font le plus grand bruit. Capitale européenne de la culture en 2015, la ville de Mons en Belgique a reconverti une ancienne caserne de pompiers pour offrir au public Arsonic, une maison de l'écoute.

Dans ce lieu, tout est pensé pour s'extraire du brouhaha urbain et vivre une expérience sonore agréable. Passé la façade de brique, qui rappelle une partition, puis l'enveloppe de béton, un sas de décompression dirige le visiteur vers un escalier donnant dans la « chapelle de silence », un endroit d'introspection et de douceur, sans le côté religieux. En bas, dans la grande salle, l'espace scénique est central, entouré de gradins aux sièges moelleux en velours rouge absorbant, tandis que sur les murs courent des lamelles de peuplier strié qui pivotent comme pour s'accorder à la résonance souhaitée pour chaque spectacle.

« Nous avons fait beaucoup de tests pour que la coloration sonore soit optimale, quelle que soit la configuration de la salle », résume l'architecte Etienne Holoffe de l'agence Holoffe & Vermeersch Architecture qui a pensé l'espace en étroite concertation avec le chercheur spécialisé en acoustique Eckhard Kahle et le musicien Jean-Paul Dessy.

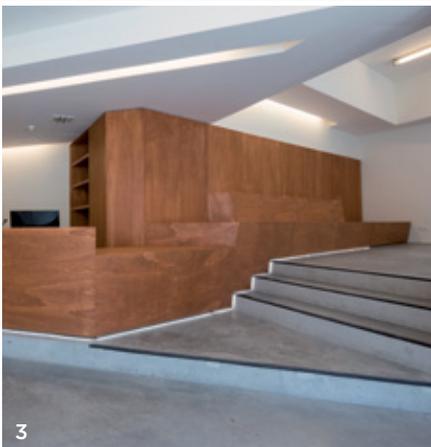
Quand il s'agit de bâtir des temples du son, les architectes sont en général bien entourés et outillés. Mais qu'en est-il des autres constructions pour des environnements dits « sensibles » comme les écoles, les hôpitaux, les bureaux, ou même les logements collectifs et les espaces publics ? Une bonne question si l'on se réfère aux résultats de la première évaluation du bruit en Europe, publiée par l'Agence européenne de l'environnement (AEE) à la fin de 2014. Sans grande surprise, on y apprend que le trafic routier est la source dominante du bruit ambiant, avec 125 millions de personnes

touchées par des niveaux supérieurs à 55 décibels (dB), soit l'équivalent d'une machine à laver en marche. Outre les moteurs, l'environnement sonore cause une gêne pour près de 20 millions d'Européens et affecte le sommeil de 8 autres millions. Il est grand temps d'arrêter de faire la sourde oreille devant cet enjeu de santé publique.

LA TYRANNIE DU VISUEL

Ce n'est pas un scoop : l'architecte est avant tout guidé par l'œil. Dans les écoles d'architecture, en Europe comme ailleurs, l'appréciation de la dimension sonore se résume souvent à une formation de deux heures de physique de l'acoustique. Autrement dit, pas grand-chose ! Rares sont les établissements à s'y intéresser sérieusement, comme le fait l'École nationale supérieure d'architecture de Grenoble, qui possède depuis 1979 un Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain (CRESSON). Ce groupe de travail, composé →





1, 2 et 3: Arsonic, Mons (Belgique),
Holloffe & Vermeersch Architecture
Photos: Rino Novello

d'architectes, de sociologues et de musiciens, planche sur des méthodes pour améliorer l'ambiance sonore des espaces. En positionnant l'usager au cœur de ses expérimentations, le CRESSON mêle les différentes approches pour créer une interface entre une situation matérielle concrète et des ressentis.

Si l'acoustique est le parent pauvre de l'architecture, c'est sans doute que sa fonctionnalité immédiate n'est pas évidente : une bonne qualité sonore ne s'admire pas sur des cartes postales, pas plus qu'elle ne protège de la pluie ou du froid. En réalité, on commence à s'intéresser au son quand il gêne. Pour preuve, cette directive européenne datant de 2002 visant à poser des bases communes de lutte contre le bruit provenant des infrastructures de transport et des industries. L'objectif est une diminution considérable de la pollution sonore dans l'Union européenne à partir de 2020.

Pour l'heure, chaque État membre transpose la directive tranquillement à sa sauce. Car, au-delà des définitions techniques, la perception du bruit dans la vie quotidienne dépend de l'état des personnes, de leur histoire sociale et culturelle. Et les critères varient selon les régions et les pays, comme en témoigne Simon Hamard, acousticien à Bruxelles qui a fait une partie de ses études en Espagne : « Les

normes se basent sur le mode de vie des gens, qui diffère des pays nordiques aux pays méditerranéens, où l'on vit avec la rue, toutes fenêtres ouvertes. Mais il est de toute façon difficile de réglementer une donnée aussi subjective : avec un même volume de 50 dB, un chant d'oiseau ou un trafic autoroutier ne seront pas perçus de la même manière. » Reste maintenant à trouver un terrain d'entente entre la norme et le ressenti.

AU MÊME DIAPASON

Pour Etienne Holoffe, qui a travaillé cinq ans sur le projet Arsonic, il y a clairement eu un « avant » et un « après » : « Ce qu'on avait appris le lundi avec Arsonic pouvait se retrouver en fin de semaine dans un autre concours avec un paysagiste, où l'on considérait la matière végétale, sa densité et son épaisseur pour réaménager une séquence d'accès de parking et trouver une protection contre les nuisances sonores. » De même, pour deux projets de crèche, l'agence s'est centrée sur la manière dont les enfants entrent en contact avec le son. « Au lieu de travailler sur des surfaces à organiser, nous avons pensé à des formes, des sous-ensembles, des petits replis pour passer d'une bulle à une autre. Progressivement, on dessine l'acoustique. » Simon Hamard insiste sur l'importance d'anticiper l'aspect sonore à la base. « Comparée aux normes techniques et thermiques imposées par les

bâtiments passifs, l'acoustique représente une petite goutte d'eau qui provoque un grand confort. Avec une bonne conception et des moyens assez limités, on arrive à faire de très bonnes choses. » D'où l'intérêt pour l'architecte de s'allier à un acousticien afin de distiller des solutions en fonction des désirs du client. Par exemple, on peut proposer de tourner les chambres vers un intérieur d'îlot pour plus de calme, ou placer une fontaine dans un centre commercial pour masquer le brouhaha ambiant.

LOUÏE SÉLECTIVE

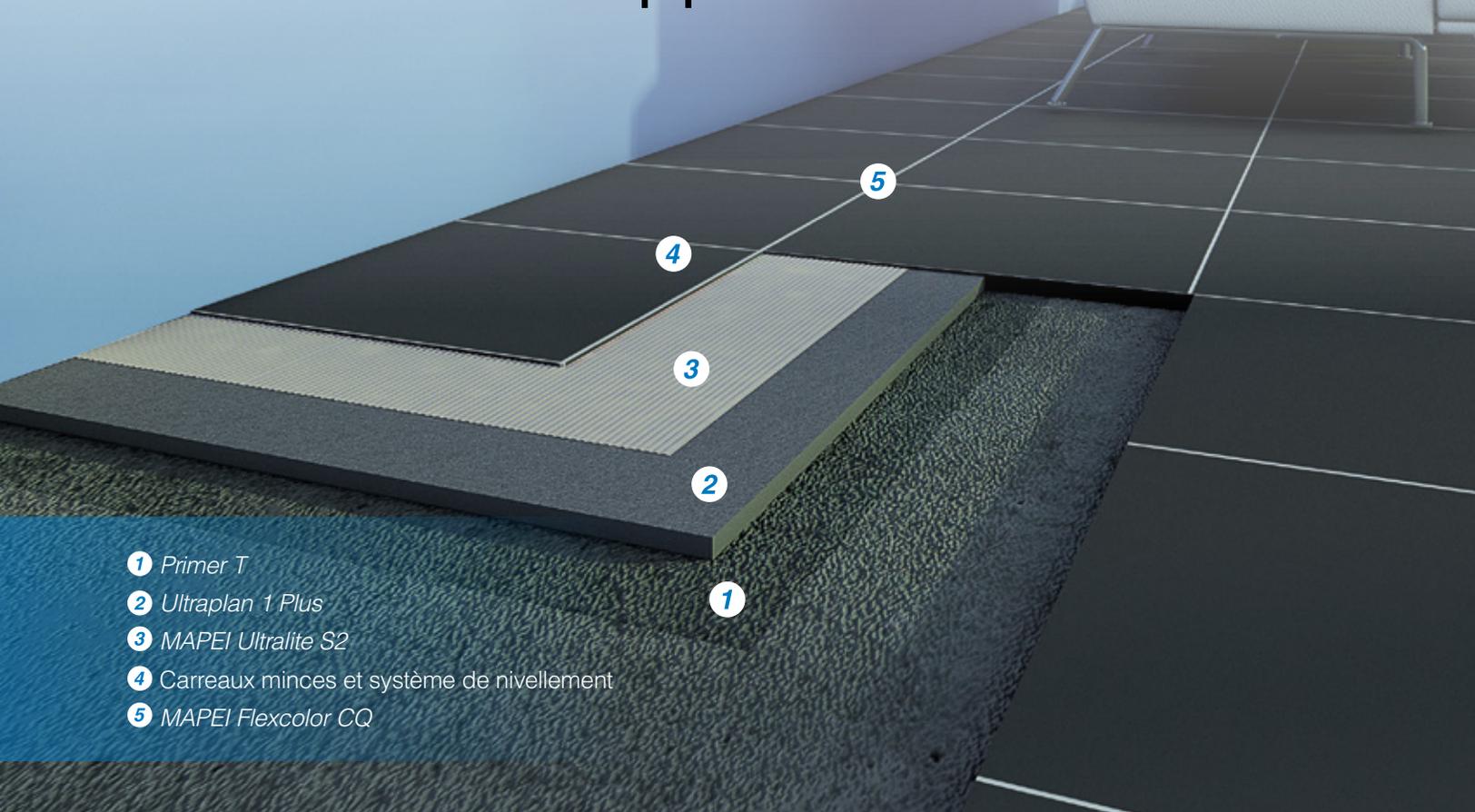
Pour l'acousticien, ce sont les logements collectifs qui posent les cas les plus complexes. « C'est très facile de s'isoler de l'extérieur avec un double vitrage performant, mais avec ce volume sonore très bas, on ressentira beaucoup plus les bruits des voisins ou du bâtiment. » Selon lui, les gens confondent souvent l'insonorisation, qui implique des matériaux lourds, et l'absorption acoustique, qui permet d'imaginer des matériaux dimensionnés pour éviter une trop forte réverbération : « Au-delà des calculs pour respecter des normes précises, jongler avec les matériaux est la partie la plus créative de notre métier. »

Dans cette idée, pour la salle de concert d'Arsonic, Etienne Holoffe raconte que le bois est apparu comme un vecteur sensible pour les musiciens, car il renvoyait au côté chaud de leur instrument. Tantôt absorbant, tantôt réverbérant, il joue pleinement son rôle par rapport au son.

Finalement, le rôle de l'architecte ne serait pas de lutter contre le bruit, mais de construire avec les sons comme partie prenante de l'espace, au même titre que la lumière. Pour reprendre les mots d'Henry Torgue, musicien et chercheur au CRESSON : « L'inverse du bruit n'est pas le silence, mais le confort sonore. On ne pourra jamais avoir la maîtrise sonore totale d'un lieu, mais ce n'est pas une raison pour ne pas s'y intéresser de près ! »

Voilà qui sonne bien. ☺

Concevoir l'ajustement parfait entre les carreaux minces et le support



- 1 Primer T
- 2 Ultraplan 1 Plus
- 3 MAPEI Ultralite S2
- 4 Carreaux minces et système de nivellement
- 5 MAPEI Flexcolor CQ

MAPEI offre un excellent système de source unique pour l'installation de carreaux minces de grand format sur des sols intérieurs. Un support complètement plat est l'un des aspects les plus importants de l'installation de carreaux minces sur les sols. *Primer T^{MC}* améliore l'adhérence de la sous-finition autolissante *Ultraplan[®] 1 Plus* aux surfaces absorbantes et non absorbantes. Après que le sol a été nivelé correctement, les carreaux minces de grand format peuvent être posés à l'aide du ciment-colle *MAPEI Ultralite^{MC} S2* et d'un système de nivellement reconnu. Réaliser les joints de carreaux avec le coulis prêt à l'emploi *MAPEI Flexcolor^{MC} CQ* permet d'apporter la touche finale à un projet durable et esthétiquement attrayant.

Visitez www.mapei.com pour plus d'informations.



Mot-clé : MAPEI Americas



ADHÉSIFS • MASTICS • PRODUITS CHIMIQUES POUR LA CONSTRUCTION



IDENTITÉ CULTURELLE VOUS ÊTES ICI

Mélange unique de gens, de paysages et bien sûr d'architecture, l'identité culturelle d'un lieu est ce qui le rend cher aux yeux des habitants et des visiteurs. Elle n'est toutefois pas facile à apprivoiser pour quiconque est appelé à y contribuer. Préserver sans figer, évoquer sans caricaturer ou innover sans dénaturer sont des exploits que l'on accomplit à force d'écoute, de concertation et d'observation. Bien des architectes y parviennent instinctivement. D'autres en ont fait une quête systématique et livrent ici leurs découvertes.





RÔLE DES ARCHITECTES IMPRESSION DURABLE

Comment l'architecture contemporaine contribue-t-elle à forger l'identité d'une communauté? Regards croisés.

Martine Roux

1 : Résidence Edison, Montréal, KANVA
Photo : Marc Cramer

2 : Photo : EVOQ Architecture

3 : Aéroport de Quaqtaq, Nunavik, EVOQ Architecture;
œuvre d'art de Jusipi Kulula
Photo : EVOQ Architecture

4 : Centre communautaire d'Inukjuaq,
Nunavik, EVOQ Architecture
photo : EVOQ Architecture

5 : Atelier de création au Centre communautaire
d'Inukjuaq, Nunavik, EVOQ Architecture
photo : Alexa Hatanaka et Patrick Thompson

« Il est grand temps que l'on essaie de faire le point sur l'architecture québécoise. [...] C'est dans une sorte de vide qu'ont lieu les activités architecturales au Québec, avec seulement quelques rares indices comme points de repère. »

En février 1971, quand il prononce la conférence *Pour une définition de l'architecture au Québec*, l'architecte montréalais Melvin Charney n'hésite pas à nommer l'éléphant dans la pièce: une certaine architecture élitiste domine le paysage. En conséquence, les architectes ont délaissé la pratique vernaculaire traditionnelle, pourtant « née dans les choses concrètes et enracinées dans la vie des gens », constate-t-il.

Édité par la suite, le texte de Charney n'a trouvé que peu d'écho chez les architectes, observe François Dufaux, professeur adjoint à l'École d'architecture de l'Université Laval. Pourtant, 45 ans plus tard, il est toujours d'actualité. « En observant ce qui se construit présentement à Montréal, comme le CHUM, dit-il, on remarque une architecture internationale assez classique, dans le sens où l'on essaie de reproduire des modèles venus d'ailleurs. C'est plutôt dans le résidentiel ou dans les petits projets que l'on voit apparaître une architecture plus locale ou régionale, qui s'exprime notamment par un rapport au paysage et au contexte. »

Voyage d'études

L'architecte Pierre Thibault est l'un de ceux qui contribuent à ancrer une identité propre au lieu où il intervient. « L'architecte pose un geste culturel, car le bâtiment est un reflet du lieu et de la façon de vivre de ses habitants. Prendre en compte les dimensions territoriales et historiques nous permet de façonner une architecture inscrite dans un continuum, respectueuse de ce qui a déjà été fait. »

Pour y parvenir, une étude du lieu d'implantation s'impose avant la conception, poursuit-il. L'échelle du quartier ou du village, le gabarit du cadre bâti, le rapport à la rue, les matériaux prédominants, la dimension des ouvertures ou encore les coloris sont autant d'éléments à prendre en considération. « L'idée n'est pas d'imiter [ce qui est déjà construit], mais de se demander comment le projet contribuera à l'histoire du lieu. »



Peut-on parler d'identité culturelle en architecture contemporaine? Absolument, répond l'architecte, et pas que dans les projets résidentiels. Par exemple, l'Atelier Pierre Thibault a récemment conçu un immeuble contemporain de quatre étages abritant les bureaux de la caisse Desjardins de l'Ouest de la Mauricie, à Louiseville. Un défi, car le site faisait face à l'église construite entre 1917 et 1921. « Il fallait respecter un certain gabarit ainsi que le cadre historique. On a choisi des lignes épurées et un revêtement en bois, ce qui donne un bâtiment tout à fait contemporain, mais qui s'insère bien dans cet environnement. »

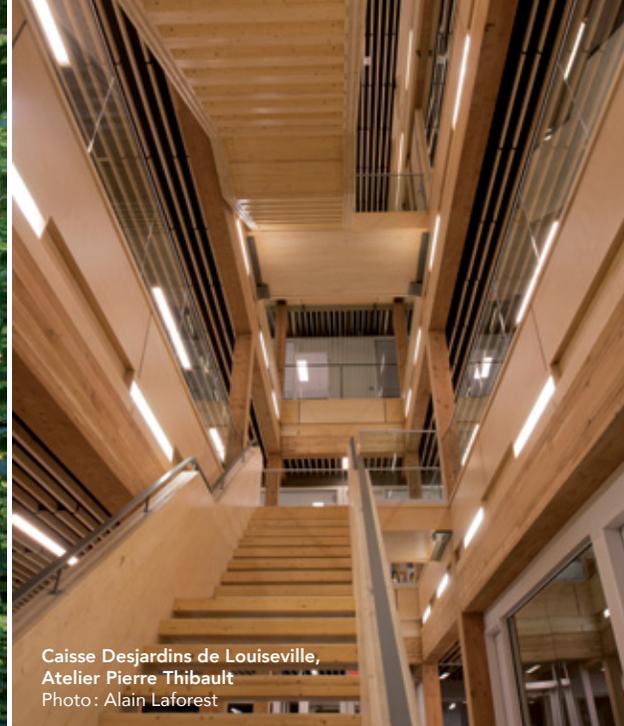
Microlocal

Raconter une histoire pour marier un projet à son contexte, c'est la mission que se sont donnée les architectes Rami Bebawi et Tudor Radulescu, de l'agence montréalaise KANVA. Ils y arrivent notamment en utilisant de nouvelles technologies et des procédés innovants.

Leur projet Edison, couronné d'un prix d'excellence de l'OAQ en 2015, symbolise ce rapport unique liant le bâtiment à son écran urbain. Cette résidence étudiante de 30 chambres, située en face de l'Université McGill à Montréal, est érigée sur un terrain →



Le Grand Plateau, lac Héron (Laurentides),
Atelier Pierre Thibault
Photo : Alain Laforest



Caisse Desjardins de Louiseville,
Atelier Pierre Thibault
Photo : Alain Laforest

vacant – là où s'élevait jadis un autre immeuble, détruit par un incendie au début du 20^e siècle. Sa façade de béton est ornée d'images tirées d'un petit film que l'inventeur Thomas Edison a tourné à Montréal en 1901 : on y voit des pompiers affairés à combattre un incendie qui s'était produit... à quelques pâtés de maisons de là. Ce rendu est possible grâce à une technologie que le tandem a dégotée en Allemagne, la photogravure, qui permet de générer des images moulées dans les stries du béton. « La narration [par la technologie] de cette histoire microlocale fait en sorte que cette architecture ne peut exister qu'à cet endroit précis », explique Rami Bebawi.

La réflexion qui précède la conception est une étape essentielle afin de créer un bâtiment qui a un caractère distinct, ajoute l'architecte. « Si chaque architecte s'en donnait la peine, je pense qu'on aurait une architecture contemporaine mieux inscrite dans le lieu et dans son identité. »

Décoloniser l'architecture

« Comme architecte, on a une responsabilité culturelle, un devoir », affirme pour sa part l'architecte Alain Fournier, associé fondateur chez EVOQ Architecture.

Une mission qu'il prend d'autant plus à cœur que sa pratique est largement consacrée à des projets situés au nord du 55^e parallèle, notamment au Nunavik. Pour lui, le travail de recherche préconception va au-delà de l'étude du lieu et du contexte pour englober une

nécessaire plongée au sein des différentes cultures autochtones.

« Après des siècles d'assimilation et de génocide culturel, les clients et les usagers des projets dans le Grand Nord demandent clairement que l'architecture évoque et mette en valeur leur culture. Ils ont raison, car l'architecture peut être un puissant vecteur d'affirmation culturelle. Comme architecte, on a le devoir de contribuer à la décoloniser. »

Concrètement, il y a « un gros travail de recherche à faire », dit Alain Fournier. « Il faut parler aux membres des communautés, lire des ouvrages d'anthropologie et d'ethnologie, étudier la musique, les traditions ou les arts visuels. Dans le cas des Premières Nations, une architecture responsable doit en quelque sorte réparer les pots cassés. »

Éloge de la sobriété

Pour s'intégrer harmonieusement dans le paysage québécois, le nouveau bâtiment doit généralement déployer une certaine économie de matériaux, note Pierre Thibault. Or, plutôt que d'opter pour un matériau traditionnel – brique, pierre ou bois –, certains clients imaginent le revêtement de leur future construction façon buffet chinois : un peu de tôle par-ci, du bois par-là, des couleurs vives...

« On dirait qu'ils veulent faire un *showroom* rassemblant tous les matériaux de la terre ! Ils nous disent : je veux quelque chose de *jazzy*.

Mais c'est toujours raté. Il faut leur faire comprendre que ce genre d'architecture est un élément perturbant qui vieillit mal. » Cette mission pédagogique demande à la fois une grande connaissance du milieu... et beaucoup de tact, dit l'architecte.

Alors qu'il participait à un atelier de reconstruction du centre-ville de Lac-Mégantic, ravagé en juillet 2013 par l'explosion d'un train, François Dufaux a remarqué un phénomène semblable : autour de l'ancienne gare – un bâtiment en brique des années 1920 qui a survécu à la tragédie – s'articulent désormais des constructions récentes « aux formes compliquées, avec des matériaux qui changent. On essaie de se doter d'une façade monumentale, mais tout le reste est fini en plastique, ironise-t-il. Quelles sont les valeurs derrière ce genre d'intervention ? »

Selon lui, les architectes sont loin d'être les seuls à blâmer. « Les architectes ont peu de ressources et leurs honoraires sont limités. Ils n'ont pas tant de temps pour réfléchir ; ce sont des acteurs qui cherchent des solutions. »

En dépit des contraintes, ce travail de réflexion est néanmoins nécessaire, remarque Pierre Thibault. « Bien sûr, c'est une dimension du travail pour laquelle on n'est pas nécessairement rémunérés. Mais en bout de ligne, c'est ce qui nous distingue des technologues : on crée non seulement un abri, mais un cadre de vie. »

ARTISTES ET ARTISANS UNE AUTRE DIMENSION

Artistes et artisans contribuent à la quête d'identité des projets architecturaux grâce à leur vision singulière.

Martine Roux

À la suggestion des habitants de la région, c'est un *qamutik*, le traditionnel traîneau de bois, qui a inspiré la conception de l'aérogare de Puvirnituq, au Nunavik. Histoire de bien marquer le caractère inuit, les architectes d'EVOQ Architecture ont aussi fait appel à un artiste de cette communauté pour créer la sculpture qui orne l'intérieur de l'aérogare ainsi qu'une œuvre d'art réalisée à même le plancher.

Au Nunavik, les artistes autochtones sont « très impliqués » dans le travail de la firme, explique l'architecte Alain Fournier, associé fondateur. Une collaboration qu'il juge essentielle afin de mettre en valeur l'héritage culturel des communautés. « On travaille main dans la main avec les artistes. Avec le temps, on est d'ailleurs progressivement passés de l'accrochage de murales ou de la disposition de sculptures sur socle à la création en commun d'installations qui sont parties prenantes de l'architecture. »

Cette collaboration est aussi beaucoup plus naturelle que dans le Sud du Québec, où une certaine distance sépare les deux processus de création, remarque-t-il.

L'architecte Pierre Thibault a pour sa part souvent recours à l'expertise des artisans pour insuffler un caractère local à un projet d'architecture. Non seulement ces spécialistes contribuent-ils à l'identité culturelle d'un bâtiment, mais ils perpétuent également des savoir-faire patrimoniaux, explique-t-il. « Un mobilier adapté au projet et fait par un ébéniste de la région "personnalise" l'architecture. Comme architecte, on peut aussi apprendre beaucoup des artisans, qui sont souvent des mines de connaissances dans une région donnée. »



Centre hospitalier universitaire de Montréal, CannonDesign et NEUF Architect(e)s; œuvre d'art : Doyon-Rivest
Illustration : CannonDesign et NEUF Architect(e)s

Au-delà du miroir

L'intégration des arts à l'architecture doit-elle absolument refléter une identité culturelle ? Tout dépend de l'intention de l'artiste, avance Simon Rivest, du collectif Doyon-Rivest. Ce duo d'artistes a signé *La vie en montagne*, une œuvre gigantesque qui orne le mur-rideau du nouveau CHUM, à Montréal. Comme elle se décline à trois niveaux d'échelle, on peut l'apprécier différemment de l'intérieur ou de l'extérieur. Par exemple, vue de loin, la position des cinq montagnes réfère au graphique d'un électrocardiogramme. « Comme le cycle du battement cardiaque, donc de la vie. »

Or, les pics enneigés évoquent davantage les Rocheuses que le mont Royal. Pourquoi ne pas avoir choisi un symbole plus représentatif du caractère montréalais ou québécois ?

« Une œuvre n'a pas à refléter notre identité culturelle de manière simpliste, répond Simon Rivest. Sa fonction est de nous faire réfléchir, rêver, de fournir du beau ou de nous sortir de notre zone de confort. Elle doit contribuer à bâtir notre identité culturelle. En ce sens, elle deviendra la touche locale de l'architecture. »

L'artiste cite l'exemple de *Cloud Gate*, célèbre sculpture urbaine d'Anish Kapoor installée dans le Millennium Park de Chicago. « À la base, cette œuvre ne représentait aucunement l'identité culturelle de Chicago. Par contre, elle en est devenue l'image de marque. »

Dans le cas du CHUM, c'est le « métasymbole » universel de la montagne qui établit le dialogue entre le public et l'œuvre, affirme-t-il. « Disons que le concept aurait été un peu moins fort et moins intéressant avec le mont Royal... »



Un *qamutik*, traîneau utilisé par les Inuits
Photo : Alain Fournier



Aérogare de Puvirnituq, Nunavik, EVOQ Architecture, œuvre d'art : Peter Qumaluk Ittkalla
Photo : EVOQ Architecture

RÉGIONALISME RESTER SOI-MÊME

Même s'il ne s'inscrit pas dans une démarche consciente, le courant du régionalisme n'en a pas moins laissé sa trace dans l'architecture d'ici. Et continue de le faire.

Martine Roux



Maison d'Arvida
Photo : Paul Cimon

Mies van der Rohe avait un faible pour le travertin. Cette pierre blanchâtre, lointaine cousine du marbre, a notamment servi à construire le Colisée de Rome. Elle confère un aspect lisse et dépouillé aux constructions de style international que l'architecte d'origine allemande affectionnait tant.

À tel point qu'il en a tapissé le sol et les parties basses de l'esplanade du Westmount Square, achevé à Montréal en 1967. En oubliant un détail : les plaques de travertin avaient tendance à fendre sous les pressions répétées du gel et du dégel. Jusqu'en 2001, l'ancien propriétaire a respecté l'intégrité de l'œuvre en les remplaçant par de nouvelles, importées d'Europe. Puis, le nouveau maître des lieux, Elad Canada (qui a vendu l'ensemble en 2015), décide de remplacer le travertin par du granit.

L'anecdote est rapportée par l'architecte François Dufaux, professeur adjoint à l'École d'architecture de l'Université Laval. « Lors du remplacement par du granit, les puristes ont crié au scandale par rapport au respect de l'œuvre. D'un autre côté, on peut se demander si l'œuvre a respecté le contexte et le climat montréalais... »



Escaliers extérieurs de Montréal
Photo: Hervé Platteaux

Régionalisme par défaut

Tout au long du 20^e siècle, le courant du régionalisme critique – notamment sous l’impulsion de l’architecte britannique Kenneth Frampton – a résisté à l’uniformisation de l’architecture internationale en prônant la création d’un cadre bâti inspiré du contexte qui l’accueille.

Pendant la même période, au Québec, le mouvement régionaliste « n’est pas une posture », explique François Dufaux. « Le courant du régionalisme critique au Québec est relativement marginal. On n’a jamais trop su comment l’articuler de façon intellectuelle. »

Au-delà de la théorie, le régionalisme est aussi une conséquence de la relation au milieu, poursuit le chercheur. C’est donc un peu par défaut qu’il s’exprime dans l’architecture québécoise. « Prenez un architecte comme Ernest Cormier, un bourgeois qui a toujours voulu appartenir aux grands courants d’architecture de son époque. Paradoxalement, l’intérêt de son œuvre ne réside pas tant dans son caractère international que dans l’expression locale de grands mouvements internationaux. Dans un sens, c’est un régionaliste. »

Inconscient, mais omniprésent

Professeure au Département d’études urbaines et touristiques de l’UQAM et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain, Lucie K. Morisset estime que le courant du régionalisme est loin d’être marginal au Québec. Au contraire, il est selon elle « omniprésent, au moins autant qu’en Bretagne ou qu’en Suisse », sans pour autant correspondre strictement à la définition des spécialistes.

« Le régionalisme a dominé une large partie de la production architecturale, des années 1920-1930 aux années 1970 », dit-elle. Elle lui préfère toutefois l’expression « néovernaculaire », plus appropriée au contexte québécois en Amérique du Nord.

Elle cite notamment l’exemple de Ramsay Traquair, qui a dirigé l’École d’architecture de l’Université McGill de 1913 à 1939. Cet architecte d’origine écossaise exhortait ses pairs à cesser d’étudier les exemples canoniques – Rome, par exemple – et à s’intéresser plutôt à l’architecture canadienne. À tel point qu’il a demandé à un groupe d’étudiants, surnommé les « McGill Boys », de recenser les exemples d’architecture locale aux quatre coins du Québec.

Dans leur inventaire figurait notamment Arvida, au Saguenay. Cette ville a été bâtie à partir de 1926 à l’initiative de l’Aluminium Company of Canada, devenue Alcan, relate Lucie K. Morisset.

« Voilà l’exemple typique d’une ville de compagnie dont le but était d’attirer les travailleurs et les familles de partout au Québec. L’architecture et l’urbanisme devaient participer à cette mission en transmettant des valeurs d’appartenance. On [Alcan] a donc fait venir des ingénieurs et des architectes américains afin d’adapter les plans et de mettre en valeur la maison canadienne-française : larmiers incurvés, galeries, lucarnes, etc. C’était une démarche tout à fait exceptionnelle. »

L’ADN du lieu

Même si elle ne s’y décline pas de façon réfléchie, une forme de régionalisme est bien présente dans le paysage architectural de la métropole québécoise, avance pour sa part Georges Adamczyk, professeur titulaire à l’École d’architecture de l’Université de

Montréal. C’est ce que l’architecte Melvin Charney appelait « *the Montrealness of Montreal* », que certains traduisent par « montréalité ».

Cet ADN architectural – les triplex, les escaliers extérieurs, l’utilisation de la brique – imprime dans la ville des repères identitaires, explique le professeur. « C’est une forme de régionalisme dont l’identité se trouve davantage du côté de l’objet que du sujet : elle ne porte pas de drapeau, mais elle est tout de même représentative d’une mémoire et de traditions. »

Encore aujourd’hui, cette « montréalité » s’exprime dans les projets de certaines agences, note François Dufaux. Ainsi, lorsqu’il reçoit le magazine *Canadian Architect*, il sait dès le premier coup d’œil si le projet présenté en couverture est montréalais, illustre-t-il.

« Pourtant, lorsqu’ils travaillent sur un projet, les architectes ne pensent jamais qu’ils feront du “Montréal” ! C’est une conscience spontanée, et non critique. » Par exemple, avec le nouveau stade de soccer de Montréal (Saucier + Perrotte et HCMA), « on sait qu’on est au Québec, dit le chercheur. Ce n’est pas une question de style, mais d’une foule de facteurs liés au contexte, comme l’utilisation du bois ou le type de budget. »

À l’échelle du Québec, ce régionalisme inconscient se caractérise par une certaine modestie et le fait de donner plus de place au paysage, au contexte et au choix des matériaux, ajoute Georges Adamczyk. « Il nous a d’ailleurs permis d’échapper à un post-modernisme extravagant. En fait, il existe au Québec un héritage assez distinct et original quand on le compare au reste du continent, ce qui n’est pas le cas à Toronto, par exemple. »

Cette réconciliation avec la nordicité est d’ailleurs très prometteuse, assure-t-il. « Certains architectes marquent par-ci par-là de petites pointes de résistance et ne sont pas avalés par la “starchitecture” et l’uniformisation. Pierre Thibault, par exemple, est porteur d’une certaine identité et d’une forme de régionalisme. Dan Hanganu fait aussi un travail en ce sens. Si on poursuit dans cette voie, on a de beaux jours devant nous. »

Après tout, même Rome ne s’est pas construite en un jour. ●

MUNICIPALITÉS CAPTER L'ESSENCE

Les administrations municipales peuvent favoriser l'expression de l'identité de leur territoire. Pour jouer ce rôle, il leur faut des outils réglementaires, mais surtout une vision.

Benoîte Labrosse

Jacques Ferrier a fondé le laboratoire de recherche urbaine Sensual City Studio, à Paris en 2010, en réaction au fait que les voyageurs retrouvent un peu partout sur la planète les mêmes quartiers et les mêmes bâtiments sans caractère. « Il nous faut des villes qui ne soient plus des cités anonymes et interchangeables, mais bien des villes contextuelles, avec un ancrage culturel que leurs citoyens peuvent s'approprier, déclare l'architecte et urbaniste français. Des villes qui nous procurent des sensations agréables quand nous y habitons et quand nous les visitons. »

Si Shanghai et Tokyo réussissent selon lui à préserver « des cultures spatiales de l'ordre du village », Jacques Ferrier se désole des trop nombreux contre-exemples. « C'est une sorte de fatalité, dit-il. Du fait de l'extension rapide des villes, il se construit à toute vitesse des périphéries sans âme. »

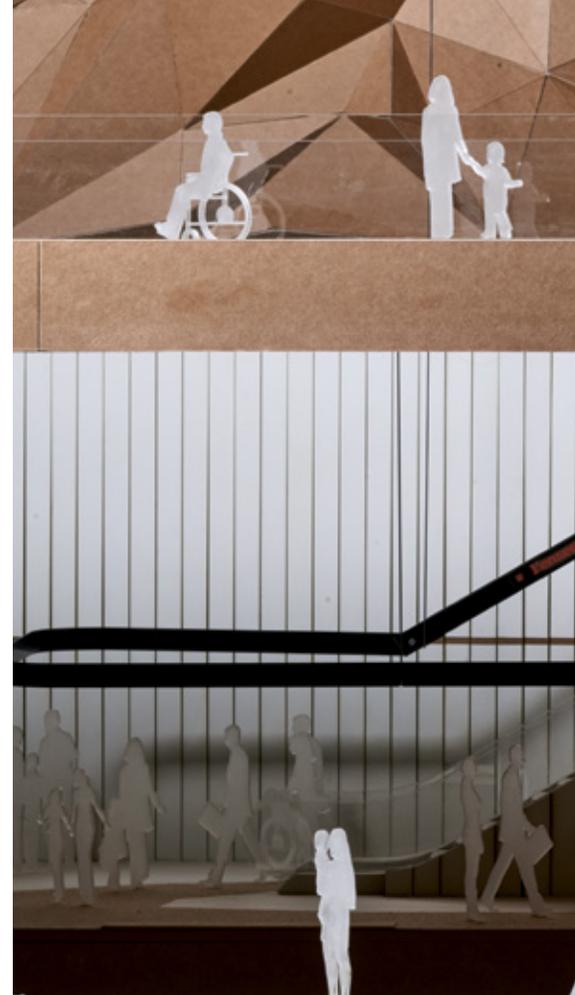
Contre l'uniformisation

Certaines banlieues ont pu échapper à ce triste sort. C'est le cas de Candiac, sur la rive sud de Montréal. « La ville a été fondée en 1957 et, dès le départ, [les élus] en avaient une vision claire liée à l'écologie », raconte l'urbaniste Francis Lepage, chargé de projets spéciaux au Service de planification et développement du territoire de cette municipalité. « Cette vision a justifié les gestes d'aménagement des premières années, et on en voit les fruits aujourd'hui : dans les vieux secteurs, il y a énormément d'arbres sur les emprises publiques, au point où la municipalité a changé son slogan pour "Ma ville sous les arbres". »

Pour préserver ce « patrimoine végétal » qui la distingue des banlieues environnantes, Candiac s'est dotée en 2012 d'une Politique de l'arbre, qui vise entre autres à remplacer chaque arbre abattu lors des projets de construction.

Au-delà du couvert végétal, Francis Lepage estime que la signature d'une ville est l'agencement de plusieurs volets de la vie municipale, comme les activités offertes, le type de développement économique favorisé, les gestes environnementaux posés ainsi que la manière dont le tissu urbain et le cadre bâti sont encadrés. À ce propos, Candiac a récemment mis en place une réglementation discrétionnaire, basée sur un outil d'origine américaine, le *form-based code*. Contrairement au zonage, l'approche se fonde davantage sur la forme urbaine que sur les usages. Le *Guide d'aménagement pour des quartiers viables*, conçu pour le futur quartier de la gare et la requalification du parc industriel Montcalm, s'attarde entre autres aux liens entre les espaces privés et publics, à l'interrelation entre les bâtiments et la rue, et à l'aménagement des espaces publics.

« Le *form-based code* fait partie des outils qui peuvent servir à créer une signature de quartier, mais il serait prétentieux de dire qu'il servira à préserver l'identité de Candiac », tient à préciser Francis Lepage en soulignant que d'autres actions poursuivent cet objectif. Par exemple, dans le futur quartier Montcalm, des pavés contenant du verre recyclé seront utilisés en guise de rappel de l'usine Consumers Glass qui s'y dressait jadis. »



Protéger le caractère

La préservation des spécificités historiques est sans contredit l'un des rôles importants d'une administration municipale, entre autres quand des bâtiments de styles architecturaux variés sont compris dans une trame urbaine ancienne. C'est pourquoi la Ville d'Ottawa oblige maintenant ceux qui souhaitent construire une résidence dans ses « quartiers établis » – les secteurs centraux aménagés avant 1945 – à effectuer une « analyse du caractère du paysage de rue ».

« Il y a quelques années, nous avons eu une vague de demandes de permis de construction pour ces secteurs – plus de 1600 en trois ou quatre ans –, ce qui reflète l'appétit de la population pour ces quartiers où l'on peut vivre à pied, raconte Alain Miguelez, gestionnaire de programme – Zonage, Densification et Quartiers à la Ville d'Ottawa. « Dans presque tous les cas, c'était pour des implantations de type suburbaines [des bungalows ou cottages avec garage intégré et allée asphaltée], absentes de ces quartiers. Plusieurs résidents s'en sont plaints, certains disant qu'il fallait seulement permettre le style victorien. »



Projet Gares du
Grand Paris Express,
Jacques Ferrier
Architecture,
Sensual City Studio
Photo: Hugo Deniau

Comme la loi provinciale ontarienne empêche d'imposer un style d'architecture et qu'un règlement de zonage lui semblait trop rigide, l'administration municipale a inventé un nouveau processus d'analyse. « Il fallait trouver un règlement qui nous permettait de cibler l'essentiel rapidement, entre autres la manière dont les implantations suburbaines s'appuient sur l'automobile, ce qui change la façon dont les gens se servent de la rue », précise Alain Miguélez.

Donc, depuis juin 2015, c'est le paysage de rue – c'est-à-dire la façade des 21 lots entourant celui à construire – qui détermine l'usage du sol permis pour la cour avant, le stationnement et l'emplacement de la porte principale du bâtiment de quelques centaines de milliers de propriétés du centre historique d'Ottawa.

Il aura fallu cinq ans et un passage devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario pour la mettre en place, mais cette réglementation porte aujourd'hui ses fruits. « Nous avons reçu à peu près 180 demandes de permis de construction depuis, et il y a très peu d'embûches, se réjouit le gestionnaire. Tous les acteurs ont compris le but recherché,

qu'ils aiment ça ou non, et ça semble avoir donné le résultat escompté », soit le respect de la trame urbaine historique.

D'autres secteurs à la morphologie semblable ont même demandé à être inclus dans la désignation de « quartier établi » pour se prémunir contre une éventuelle pression immobilière. « Comme administration municipale, notre responsabilité est de faire une sage lecture de ce que souhaite la population, de faire les bonnes interventions aux bons endroits et de rester souple, car les quartiers ont tous leur historique et leurs particularités », résume Alain Miguélez, en précisant qu'à Ottawa s'ajoute la volonté plus large d'« imprimer un virage vers une identité plus urbaine en fortifiant le cœur et l'âme du centre de la ville et des vieux quartiers ».

Entrer en résonance

Toute ville animée de pareille ambition doit baser ses actions sur une intense réflexion. « Il ne faut pas se contenter de projets d'aménagements visuels tracés par ordinateur, estime Jacques Ferrier. Il faut retravailler en profondeur ce qui doit être un espace urbain enrichissant pour les cinq sens, en tenant compte, entre autres, du climat, de l'histoire

locale, des habitudes de déplacement, de l'occupation réelle de l'espace public et des sensations que l'on éprouve en le fréquentant. »

C'est justement ce qu'il tente d'insuffler aux 68 gares du futur réseau de transport métropolitain Grand Paris Express, pour lequel il agit à titre de conseiller pour l'architecture et le design. « La volonté de l'État est que chaque gare soit différente, mais il ne faut pas que ça devienne une collection d'architecture, explique le Français. Dans mon cahier de charges, je précise aux architectes que les gares doivent s'insérer dans le contexte local qu'elles desservent et entrer en résonance avec le territoire où elles s'installent. »

Construites à partir de 2022, ces gares régionales – certaines signées Kengo Kuma, Dominique Perrault et Benedetta Tagliabue – représenteront les premiers signes tangibles de l'imposant projet d'aménagement métropolitain de la Ville Lumière, qui entend entre autres y corriger les inégalités territoriales. « Les gares permettront aux habitants de se faire une image mentale de ce qu'est le Grand Paris et, en ce sens, elles participeront à la cohérence de l'identité de celui-ci », espère Jacques Ferrier. ☺

PARTICIPATION CITOYENNE

MAÎTRES CHEZ NOUS

La consultation publique n'est pas une panacée, mais elle augmente les chances de succès des projets municipaux, soutiennent les spécialistes de la participation citoyenne. Avoir voix au chapitre aide sans contredit à s'identifier au devenir de sa ville.

Benoîte Labrosse



Les citoyens d'Halifax semblent être tombés en amour avec leur nouvelle bibliothèque centrale. Alors que les fonctionnaires de la capitale néo-écossaise prévoyaient une fréquentation quotidienne de 2300 personnes, c'est 6000 usagers qui franchissent ses portes chaque jour depuis son ouverture en décembre 2014. « C'est devenu LE lieu de rassemblement de la communauté », constate George Cotaras, PDG de Fowler Bauld & Mitchell, le cabinet local qui a conçu le bâtiment en partenariat avec la firme danoise Schmidt Hammer Lassen.

Au tout début du projet, la Ville avait exigé que les architectes tiennent une consultation publique sur la conception du futur établissement, sans spécifier la forme que celle-ci devait prendre. Guidés par un consultant spécialisé, ils ont donc conçu un processus en cinq rencontres étalées sur cinq mois et basé sur le modèle du *World Café*. Cette méthode consiste à diviser l'auditoire en petits groupes afin qu'ils débattent d'une thématique, puis à mettre en commun leurs principales conclusions. « Nous ne voulions pas d'une grande salle avec un micro où seulement deux ou trois personnes s'expriment, se souvient George Cotaras. Nous voulions que tout le monde ait une voix et que chacun sente que nous l'avions écouté. »

Les architectes sont arrivés à la première consultation sans aucune ébauche. « Nous étions un peu nerveux, car nous ne savions pas à quoi nous attendre, se souvient George Cotaras. Nous nous sommes présentés, puis avons posé une question très générale : "Comment la nouvelle bibliothèque centrale va-t-elle transformer notre ville et notre vie ?" Nous sommes repartis avec quelques grands principes. »

Incontournable

Quand elle planifie une transformation ou un ajout d'envergure, une municipalité devrait nécessairement y intégrer ses habitants, fait valoir Julie Caron-Malenfant, directrice générale adjointe à l'Institut du Nouveau Monde (INM), qui accompagne des démarches de consultation publique. « On ne peut penser façonner ou préserver l'identité

d'un lieu sans inclure les individus qui la construisent et la portent. » Au Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM), qui offre aussi ce service, on tient le même discours. « La participation citoyenne permet de conjuguer le savoir d'usage des citoyens – leur expérience quotidienne du lieu – avec les savoirs des professionnels afin de bonifier le résultat », souligne sa directrice générale, Véronique Fournier.

Il existe une panoplie d'outils pour mener cet exercice, allant du sondage en ligne à l'animation ludique dans les lieux publics. « Chaque communauté et chaque projet est différent, donc on ne recourt pas toujours aux mêmes mécanismes », précise Julie Caron-Malenfant.

À Halifax, les citoyens pouvaient entre autres soumettre leurs réflexions par l'entremise des réseaux sociaux et d'un site Internet, tandis que les concepteurs sont allés visiter des groupes spécifiques – enfants, adolescents, vétérans, immigrants, Premières Nations, aveugles, etc. Une telle tournée est essentielle, affirme Julie Caron-Malenfant : « Il faut se déplacer vers les gens pour s'assurer que le portrait que l'on obtient ne reflète pas les aspirations d'une seule catégorie d'individus, mais bien de l'ensemble des acteurs du territoire concerné. »

Toutefois, pour s'assurer que les processus sont efficaces, il faut respecter les règles de base de la consultation publique, rappelle-t-elle. L'INM en a défini huit, soit : l'adéquation entre les objectifs, les mécanismes et les ressources investies; l'indépendance; la qualité et l'accessibilité de l'information; l'accès au processus et la diversité de la participation; des communications adéquates; la clarté des modalités de participation; la prise en compte de la participation dans la décision; et, finalement, la transparence et le suivi.

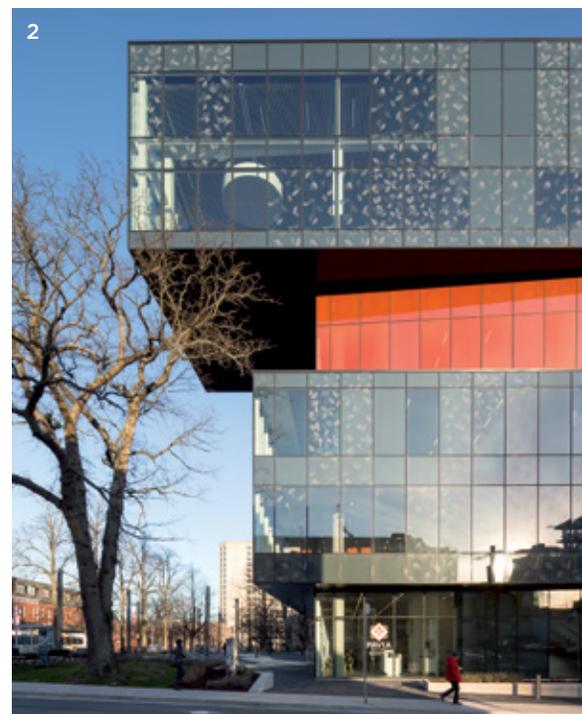
Également prônés par le CEUM, ces préceptes assurent, selon Véronique Fournier, « la confiance dans les processus, à la fois de la part des citoyens envers les institutions et des institutions envers la capacité des citoyens à participer ».

Inclure dès le départ

Plus tôt les citoyens sont consultés, mieux c'est. « Il faut changer la perception des municipalités qui voient la consultation comme une étape qui va allonger le projet, fait remarquer Véronique Fournier. Si la municipalité s'efforce dès le départ de dialoguer avec la population, elle sera ensuite capable de bâtir sur des bases solides plutôt que d'essayer de réconcilier des points de vue opposés une fois le projet dévoilé. »

Les habitants de Halifax ont d'ailleurs apprécié être ainsi sollicités. « Nous leur expliquions à chaque rencontre de quelle manière leurs commentaires avaient été intégrés au nouveau plan, souligne George Cotaras. Et ils ont eu de très bonnes idées, comme celle de rendre public le dernier étage – qui offre des points de vue exceptionnels sur la ville et ses environs –, alors que nous y avions placé les bureaux administratifs. » La voix du public s'est même révélée décisive quand la Ville a suggéré de revenir à une silhouette plus traditionnelle pour réduire les coûts de construction. « Nous avons apporté une maquette à la consultation suivante et les gens ont clairement dit "Non!", raconte l'architecte. La municipalité nous a vite demandé de revenir au design précédent. »

En fin de compte, même si tous leurs souhaits n'ont pu être exaucés, les citoyens de Halifax se sont approprié leur bibliothèque, se réjouit George Cotaras. « À l'ouverture, certains pointaient des éléments en disant : "C'est mon idée !" »



PROJETS INSPIRANTS

HÉRITIERS

UNIQUES

L'architecture récente témoigne-t-elle d'une sensibilité particulière à l'identité culturelle des lieux qu'elle investit ? Réponse en quatre projets inspirants.

Rémi Leroux

« **O**n construit des bâtiments, puis eux nous construisent. » Pour l'artiste et illustrateur italien Federico Babina, dont l'œuvre s'inspire depuis longtemps de l'architecture, cet art constitue le mécanisme fondamental de la production de l'identité culturelle. Dans les exemples que nous présentons ici, les architectes ont non seulement puisé leur inspiration dans l'histoire du site ou du quartier qu'ils investissent, mais également dans un dialogue permanent avec ses habitants.

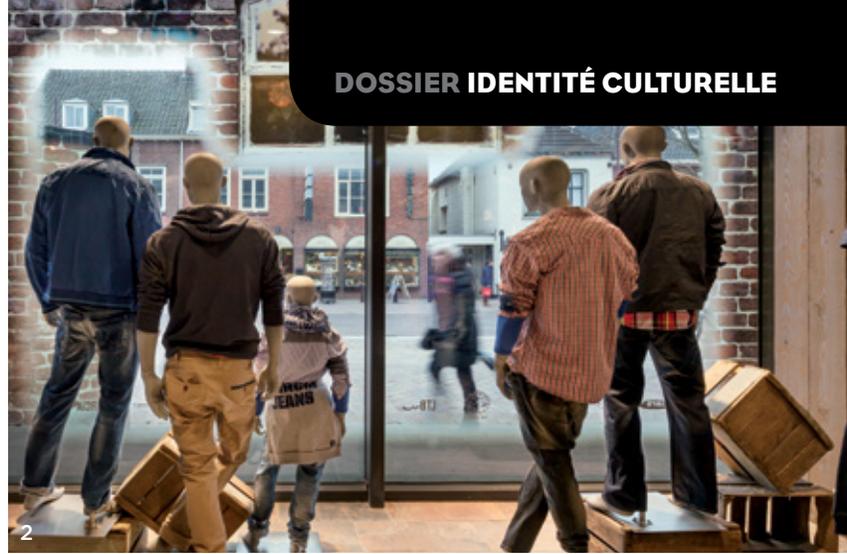
Ainsi, aux Pays-Bas, l'architecte Winy Maas a consacré de nombreuses années au projet de réaménagement de la place principale de sa ville natale, Schijndel. Un projet qui a généré des prises de position souvent antagonistes, quoique jamais irréconciliables. Sans relâche, Winy Maas a donc recherché l'adhésion de l'ensemble des habitants et l'a finalement obtenue. Le consensus autour du projet architectural a, dans ce cas, renforcé l'identité culturelle locale.

Ailleurs dans le monde, les architectes s'appuient également sur divers marqueurs identitaires. C'est le cas par exemple en Irlande où les constructions traditionnelles du comté de Wicklow ont inspiré l'architecte Seán Harrington dans la conception d'un programme de logements sociaux. C'est le cas encore en Autriche, où la tradition architecturale de la région du Vorarlberg a produit un modèle de développement durable internationalement reconnu et porteur d'une identité culturelle forte. Enfin, à Vitry, en France, un modèle de quartier hérité du 19^e siècle a servi d'inspiration pour de nouveaux lotissements à caractère durable.



PAYS-BAS LA « FERME DE VERRE » DE SCHIJNDEL

Winy Maas, fondateur et partenaire de l'agence d'architecture MVRDV, est né à Schijndel, une petite ville du sud-est des Pays-Bas en partie détruite par les bombardements allemands durant la Deuxième Guerre mondiale. L'une des places emblématiques de Schijndel, entourée de l'église et de la mairie, est demeurée en friche pendant plusieurs décennies. Au début des années 1980, Winy Maas, alors jeune architecte âgé de 25 ans, écrit à la municipalité pour lui proposer l'idée d'une nouvelle structure pour aménager la place. Ce n'est toutefois qu'en 2000 que les élus décident de passer à l'action.



« Le projet qui a été retenu, la Glazen Boerderij, est la septième proposition de MVRDV pour ce site », explique l'architecte. Malgré l'accord des élus, l'agence a dû revoir son projet à de nombreuses reprises au fil des ans. « Les villageois se sont vivement engagés dans le processus. Cela a entraîné des débats dans la presse locale, entre les opposants au projet et ses partisans », précise l'architecte. Par coïncidence, l'enveloppe maximale du bâtiment tracée par les urbanistes avait la forme d'une ferme traditionnelle de Schijndel. Un argument qui a séduit la

population, attachée à son passé, et qui souhaitait pour cette place emblématique un édifice qui en témoigne.

D'une superficie de 1600 m², la structure accueille aujourd'hui des restaurants, des boutiques et un centre de bien-être. Son toit et ses façades sont entièrement revêtus de verre sur lequel ont été imprimées les photographies d'une ferme traditionnelle avec ses briques rouges et sa couverture de chaume. Bien que longtemps sceptiques et résistants, les habitants sont aujourd'hui très fiers de cette ferme de verre, affirme l'architecte. →



1, 2, et 3 : Ferme de verre, Schijndel (Pays-Bas), MVRDV
Photos: Daria Scagliola & Stijn Brakkee



2

IRLANDE LOGEMENTS SOCIAUX PARKNASILLOGUE, ENNISKERRY

Au milieu des années 2000, le comté de Wicklow, en Irlande, a fait construire un programme de 25 logements sociaux sur un terrain agricole situé en périphérie immédiate du village d'Enniskerry (moins de 2000 habitants). Achevé en 2008, le projet s'inspire des corps de ferme traditionnels qui parsèment la campagne irlandaise depuis plusieurs siècles. Dans les *clachans*, ces petits villages sans église ni bâtiments officiels, la vie de la communauté s'organisait autour de ces fermes.

Dans le projet Parknasilloogue d'Enniskerry, l'architecture des maisons fait donc écho aux constructions vernaculaires. « Des formes simples, des toits en forme de demi-

baril, des murs blanchis à la chaux », énumère Seán Harrington, l'architecte concepteur, qui dit avoir revisité ce patrimoine afin de permettre aux nouveaux résidents « de développer un esprit de communauté et une identité du lieu ».

La trame du lotissement accorde une place toute particulière aux lieux de circulation et de vie commune. « Une chose que j'ai apprise au fil des années, explique Seán Harrington, est l'importance qu'il faut donner au *placemaking* : rues, places, terrains de jeux... Tous ces espaces entre les bâtiments sont ce qui compte le plus pour construire une identité commune. » Les cours, traditionnellement regroupées en « grappes », occupent donc une place déterminante dans le projet. Les enfants y jouent ensemble et sans risque, pendant que les parents peuvent y aménager un potager ou socialiser avec leurs voisins. Comme autrefois... →



1





FRANCE

L'OPÉRATION DU COTEAU, VITRY-SUR-SEINE

Située en région parisienne, la ville de Vitry-Sur-Seine a élaboré un programme de logements dans un quartier périurbain pavillonnaire à faible densité. Les trois lotissements de cette opération de 210 habitations, dont 138 logements sociaux, s'inspirent de la cité-jardin traditionnelle, concept d'aménagement urbain datant du 19^e siècle.

Hiérarchisée autour de voies, rues et sentiers qui évoquent le village, et ponctuée d'espaces publics déclinés autour de placettes, de squares et de jardins familiaux, la cité-jardin a défini l'identité de nombreux quartiers de villes françaises, dont Vitry-Sur-Seine.

Le lotissement des Sentes du Coteau, conçu par les agences françaises In Situ Architecture, Compact et BECT, est l'un des projets réalisés dans le cadre de cette opération de rénovation urbaine. « Nous avons travaillé dans la continuité du tissu pavillonnaire existant, explique Nicolas Vernoux-Thélot, architecte du projet. Les formes des bâtiments et la diversité des matériaux – lambris, panneaux de bois et brique – font donc écho aux maisons avoisinantes. »

Suivant la volonté de la municipalité, qui était de densifier tout en préservant l'identité architecturale du secteur, les habitations constituent un intermédiaire entre maison individuelle et immeuble collectif. Chacun des 49 logements dispose d'un jardin ou d'une terrasse privative. L'architecte s'est par ailleurs appuyé sur le biomimétisme, processus d'innovation qui « nous permet, par l'observation des plantes, d'améliorer l'ingénierie et les mises en œuvre architecturales », par exemple la distance entre les bâtiments, leur hauteur et leur orientation. L'objectif: offrir aux habitants « un cadre de vie de qualité dans le respect des valeurs de développement durable ». Et dans l'esprit de la cité-jardin d'autrefois. →



AUTRICHE L'ÉCOLE SECONDAIRE DE KLAUS

La région du Vorarlberg, en Autriche, a mis au point une approche architecturale considérée aujourd'hui comme un modèle de développement durable. Ce mouvement s'inspire de l'architecture des maisons traditionnelles de la région, dont certaines datent du début du 20^e siècle. De forme simple, compactes et sans ostentation, ces constructions arborent le bois, matériau local omniprésent dans le Vorarlberg.

Depuis une trentaine d'années, ces caractéristiques sont reprises dans la construction de nombreux édifices publics, comme l'école secondaire de Klaus, achevée en 2003, et son gymnase, érigé en 2014. « Le projet a bénéficié de cette longue tradition », confirme Patrick Stremler, architecte chez Dietrich Untertrifaller Architekten. En plus de refléter l'identité culturelle locale, le bâtiment se révèle écologique et écoénergétique grâce à son utilisation des énergies passives (ventilation à double flux), son orientation et l'emploi de bois issu de la région. Sa forme simple et compacte a aussi permis d'optimiser les coûts de construction.

La continuité de la tradition bénéficie par ailleurs du savoir-faire contemporain. L'évolution des techniques de préfabrication des éléments en bois a permis de réaliser le bâtiment principal, qui héberge les salles de classe et l'administration, en moins de deux ans, « incluant les processus d'approbation », précise l'architecte. Les nombreuses entreprises spécialisées dans la construction en bois du Vorarlberg permettent, elles aussi, de perpétuer l'esprit du lieu. ©

1, 2, 3 et 4 :
École secondaire de Klaus, Klaus (Autriche),
Dietrich Untertrifaller Architekten
Photos : Bruno Klomfar





BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE LETTONIE

LA MONTAGNE ACCOUCHE D'UNE SOURIS

Malgré de bonnes intentions, exprimer l'identité culturelle d'un lieu peut se révéler un piège pour un architecte. Histoire d'un projet qui aurait pu mieux tourner.

Leslie Doumerc

Bibliothèque nationale de Lettonie,
Riga, Gunnar Birkerts
Photo : EU2015.LV





Depuis le début de 2014, une « montagne magique » de 13 étages en verre et en métal abritant 6 millions de livres se dresse au bord de la Daugava à Riga. Imaginée dès 1989 par l'architecte américain d'origine lettone Gunnar Birkerts, la nouvelle bibliothèque nationale de Lettonie évoque une vieille légende populaire qui raconte comment un courageux chevalier gravit des sommets de glace pour sauver une princesse.

Cet édifice deviendra-t-il lui-même légendaire, comme en rêve son créateur ?

« Cette bibliothèque est très controversée depuis le début. Certains sont charmés par cette histoire folklorique. D'autres déplorent qu'un projet d'aussi grande envergure ait été validé sans concours ni consultation populaire », dit Dāvis Gasuls, qui appartient clairement à cette dernière catégorie. Pour l'architecte vivant à Riga, le projet a mis si longtemps à sortir de terre qu'il est devenu démodé avant l'heure : « Sa taille et sa forme rappellent le gigantisme post-moderne de certains bâtiments militaires de l'époque où la Lettonie était encore sous occupation soviétique. »

Pour lui, l'édifice s'intègre mal dans le paysage traditionnel balte, où les constructions modestes ont plutôt tendance à se fondre dans la nature. Il aurait mieux valu se passer de la facture pharaonique de 160 millions d'euros en rénovant l'ancienne bibliothèque du centre-ville, un lieu à taille humaine.

Le manque de concertation d'ensemble a débouché sur d'autres petits couacs, comme la raideur de la pente qui rend l'entretien de la façade très acrobatique, ou le bois utilisé pour l'aménagement intérieur, importé à grands frais du Canada alors que le pays regorge de cette ressource. Sans parler du code couleur des différents étages, calqué sur les billets de banque de l'ancienne monnaie nationale de la Lettonie, qui paie en euros depuis janvier 2014 !

Dans ces conditions, difficile de dire si le bâtiment va devenir un emblème national. Pour Dāvis Gasuls, rien n'est joué : « Regardez la tour Eiffel : elle a été très mal accueillie au début ; elle devait même être démantelée. Or, sa popularité est incontestée aujourd'hui. Peut-être qu'avec plus de recul, les nouvelles générations vont finir par l'aimer. »

ETHNOGRAPHIE ET ARCHITECTURE DE LA PAROLE AU GESTE

Pour réaliser des projets uniques et culturellement appropriés, certains architectes intègrent ethnographie et sciences sociales à leur pratique. Trois experts internationaux dévoilent les secrets de cette approche à valeur ajoutée.

Bruno Demers

Galen Cranz est une pionnière de l'ethnographie appliquée au design. Sociologue et conceptrice de parcs urbains, elle enseigne à Berkeley depuis 1976. À la suite d'une vague de projets communautaires ratés dans les environs, la Faculté d'architecture l'avait recrutée pour aider les architectes à voir les implications sociales de leur travail. En 2016, elle publie *Ethnography for Designers*, fruit de 40 années de recherche et d'enseignement. Dans ce manuel agrémenté d'exemples, elle propose une méthode d'écoute active et d'analyse sémantique du savoir que chaque groupe possède sur lui-même et son milieu. Tribu éloignée, famille moderne, employés de bureaux ou habitants d'un village, tout groupe développe une microculture pour fonctionner dans un lieu donné: « C'est ce savoir tacite qu'il faut expliciter. Il suffit de bien noter le vocabulaire et le système de représentation qu'un groupe utilise pour parler de sa propre culture. »

Ce n'est pas compliqué d'« écouter les gens », résume Galen Cranz, mais encore faut-il des questions non directives: « Ne leur demandez pas s'ils aiment ceci ou cela. Faites un tour du proprio ou demandez "Comment les choses se passent ici?" Et s'ils utilisent certains termes,

relancez-les en utilisant ce même vocabulaire, qui traduit leur vision du monde. » Pour l'architecte très occupé, pas besoin d'aller vivre sur le terrain; un coup de téléphone peut suffire. Une fois qu'il comprend les valeurs et les qualités sous-jacentes à la culture des futurs usagers, il peut la traduire de façon créative dans un espace matériel qui correspond à leurs besoins. « C'est en prêtant l'oreille aux circonstances locales qu'on peut saisir l'occasion de créer quelque chose qui ne sera pas un simple copié-collé d'autres architectes, mais une réponse vraiment unique et innovante par son adaptation au site et à la culture », résume Galen Cranz.

Heureusement, confie la sociologue, beaucoup d'architectes pratiquent intuitivement une approche similaire. Elle évoque Lucien Kroll, architecte belge connu pour la maison des étudiants en médecine de Louvain baptisée « La Mémé », un exemple avant-gardiste de design participatif. Même Richard Neutra, moderniste célèbre pour ses villas californiennes, menait des entrevues exhaustives afin d'offrir à ses clients les solutions les plus appropriées. Le coup de cœur de Galen Cranz va cependant au Prix Pritzker 2002, l'architecte australien Glenn

Murcutt, pour sa recherche attentive en amont du projet Marika-Alderton, une habitation collective humble, mais parfaitement adaptée au contexte faunique, climatique et culturel de la communauté aborigène australienne Yirrkala.

Le mythe du bon sauvage

Architecte et professeur au Hampshire College du Massachusetts, le Colombien Gabriel Arboleda en sait long sur le travail en milieu autochtone. Formé en Amérique latine, il s'était rallié aux critiques d'architecture soutenant qu'il fallait renouer avec les cultures indigènes refoulées par le modernisme et le colonialisme. Dans les années 1990, cet intérêt le conduit en Équateur, au sein d'une ONG qui œuvre auprès d'une tribu amazonienne et d'une population côtière afro-équatorienne. Son mandat? Revitaliser l'architecture vernaculaire de ces communautés, menacée par la bétonnière de la modernisation. Or, il fait une découverte déconcertante. Les deux groupes refusent les propositions soucieuses de leurs traditions, même les plus techniquement pertinentes. « Du bois? De la terre? Des feuilles de palmier? Non merci! » Pour comprendre le phénomène, il fait une maîtrise en architecture au Massachusetts →



QU'EST-CE QUE L'ETHNOGRAPHIE ?

Le terme, d'origine grecque, signifie littéralement « description des peuples ». Selon Wikipédia, il désigne une méthode des sciences sociales « dont l'objet est l'étude descriptive et analytique, sur le terrain, des mœurs et des coutumes de populations déterminées ». Anciennement vouée à l'étude des populations considérées comme primitives, l'ethnographie s'intéresse désormais à tous les types de sociétés ou de groupes sociaux.

Proposition au concours FAR ROC
pour le quartier Rockaway, Queens, New York,
White, Arup et Gensler
Illustration : White et MIR





Projet d'habitation en Guyane
Photos : Gabriel Arboleda

Institute of Technology (MIT), réalisée avec une approche anthropologique, et une thèse de doctorat sur l'« ethno-ingénierie ».

Ces populations n'exigent qu'une chose, comprend-il : être modernes elles aussi. « Les gens refusent d'être réduits à des images passivistes de leur indigénéité », résume Gabriel Arboleda. À son avis, le problème est la vision conservatrice que le milieu de l'architecture entretient encore à l'égard de l'identité culturelle, vue comme un style statique. Cette identité, au contraire, est dynamique, insiste-t-il, citant une maxime connue des anthropologues : « La culture est semblable à des plats sur une table : les gens prennent ce qu'ils veulent. » Les cultures s'autodéterminent, changent, se pluralisent, se modernisent. Et les gens ont souvent de bonnes raisons de refuser leurs traditions. À cause du salaire horaire, par exemple, l'assemblage et l'entretien des bâtiments vernaculaires deviennent le privilège des classes aisées. Tôle ondulée, brique et mortier, voilà des solutions abordables qui durent !

Fort de ces leçons, Gabriel Arboleda pratique désormais une approche participative respectueuse qu'il appelle « ethno-architecture », mot qui ne réfère pas à « ethnique », mais à « ethnographique », comme l'entend Galen Cranz. Quand il entame un projet, il met en suspens son identité personnelle pour se faire le facilitateur d'un processus de design effectué par et pour la communauté. Il séjourne chez les gens, analyse avec eux leur milieu de vie et leur offre une formation sur les rudiments de l'architecture, incluant l'alternative entre tradition et modernisme. Crayon et règle à la main, chacun dessine ensuite sa maison rêvée, des esquisses qu'il optimise dans des documents techniques conformes au budget. Donnant l'exemple d'un projet d'habitations réalisé en Guyane, il raconte combien les villageois sont heureux du processus et du produit fini : « Des maisons qui reflètent non



pas notre, mais leur modernité, qui incorporent leurs usages traditionnels de l'espace, et dont ils sont excessivement fiers ! »

À grande échelle

Avec ou sans le préfixe « ethno », l'architecture promue par Galen Cranz et Gabriel Arboleda a le vent dans les voiles. Enseignée dans des universités, mise de l'avant dans des projets humanitaires, elle gagne aussi les grands bureaux. White, l'une des plus importantes firmes d'architecture au monde, s'est par exemple dotée de son propre service de sciences sociales afin d'adopter une approche plus holistique de la durabilité. Viktoria Walldin, anthropologue, dirige cette équipe de 10 experts qui comprend des économistes, des psychologues, des géographes et des analystes des impacts sociaux. Leur expertise, explique-t-elle, comble un vide dans l'industrie et, pour l'agence, le rendement de l'investissement dans ce service est immédiat : la firme

suédoise a remporté chaque concours pour lequel l'équipe a été, c'est le cas de le dire, mise à profit !

Le concours de design FAR ROC pour le réaménagement d'un quartier de Queens à New York, et le nouveau quartier gouvernemental d'Oslo en sont des exemples. Mais c'est sans doute le projet de Kiruna, ville minière suédoise au nord du cercle arctique, qui représente la plus belle proposition ethno-architecturale de White. En raison d'une extension de la mine, la ville de 18 000 âmes doit être relocalisée plus de 3 km à l'est d'ici à la fin du siècle. Pour l'équipe du projet, le défi résidait dans la dimension sociale : comment la population sera-t-elle affectée ? Comment déplacer l'identité unique de Kiruna et de ses citoyens ?

En plus de rencontres et de questionnaires formels, des balades à vélo et des soirées dans les bars ont permis à Viktoria Walldin et ses



collègues de comprendre *in situ* les préoccupations des habitants : symbiose avec la mine et le paysage arctique, envie d'une ville plus attractive, attachement à leurs maisons, migrations des rennes dont dépendent les autochtones. Cette étude de terrain a également permis de prendre en compte tous les points de vue : ceux des femmes, des enfants, des aînés, des travailleurs étrangers.

Plus qu'un schéma d'aménagement, le projet né de cette radiographie sociale est un processus échelonné sur des décennies. Sur le plan matériel, White propose un lent déplacement de la ville et de son patrimoine architectural à l'aide d'un immense centre de réemploi de matériaux issus des bâtiments déconstruits – une formule qui contribuera à l'économie locale et à la mémoire collective. Sur le plan social, pour que rien ni personne ne soit laissé derrière, un dialogue démocratique

sur l'évolution de la ville se tiendra en continu, et une exposition biennale ouverte à tous permettra de raconter la transformation en cours.

Baptisé Kiruna 4-ever, le projet a décroché le concours organisé par la municipalité en 2013. La clé de ce succès et des autres concours remportés par White? À chaque projet, Viktoria Walldin et son équipe consacrent jusqu'à trois mois pour générer des données sociales, que les concepteurs traduisent ensuite dans leurs propositions. « Les concepts architecturaux ne suffisent plus aujourd'hui, explique l'anthropologue. La partie technique, c'est facile. Prouver qu'on va prendre soin des gens et de leurs émotions, ça, c'est difficile. Mais lorsqu'on démontre qu'on les a écoutés et qu'en plus ils se reconnaissent dans nos propositions, alors là on a un argument béton! » ●

CHARTE DE L'ETHNO-ARCHITECTURE

L'architecte colombien Gabriel Arboleda propose huit principes interdépendants pour pratiquer une architecture participative et respectueuse de la communauté qui l'accueille :

- 1 Concevoir chaque culture comme unique, complexe et dynamique.
- 2 Reconnaître à chaque communauté son droit à la modernité en respectant sa capacité à s'autodéterminer.
- 3 Habilitier les usagers à être les véritables acteurs du processus de design, en reconnaissant que le simple fait de les consulter ne signifie en rien leur participation.
- 4 Assurer une représentation inclusive de tous les usagers, en se rappelant que toute communauté est fragmentée et comporte son lot de personnes marginalisées.
- 5 Éviter toute vision romantique du rapport à la nature, en laissant chaque communauté s'émanciper par un développement technique et durable à son image.
- 6 Accepter que la beauté est culturellement relative, en sachant qu'une architecture soi-disant jolie et exotique peut en fait être laide et anxio-gène pour ses usagers.
- 7 Utiliser son statut d'architecte dans l'intérêt véritable des usagers, en travaillant pour eux et en usant de son pouvoir d'influence pour défendre leur cause si nécessaire.
- 8 Faire primer le processus sur le produit, en comprenant que l'important est moins la sophistication du projet que le renforcement des capacités de la communauté.

PATRIMOINE CRISE D'OBSOLESCENCE

Pas de doute, le patrimoine bâti peut contribuer à l'identité d'une ville. Mais quoi qu'en pensent les connaisseurs, la magie opère mieux quand les citoyens ont voix au chapitre.

Gabrielle Anctil

« Il faut cesser de mettre le patrimoine sous une cloche de verre », affirme Lucie K. Morisset, professeure au Département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain. Pour elle, il est grand temps de dépasser l'idée selon laquelle la parole de l'expert est la seule valide. Pour illustrer son propos, elle rappelle le sort de la maison Redpath à Montréal, abandonnée dans les années 1980 et démolie en 2014 : « Les experts ont eu beau nous dire "C'est du Queen Anne, c'est important !" la maison a quand même été détruite. »

Pour la professeure, aucun doute : le patrimoine doit servir à dynamiser les quartiers, pour peu qu'on invite les communautés à se l'approprier. « Si on offre un bâtiment qui n'a plus de valeur financière à un groupe qui va l'utiliser à long terme, on offre du même coup un facteur de stabilité à la fois au groupe, au bâtiment et à l'environnement urbain. » Revitalisés par la

présence de la communauté, les terrains environnants sont susceptibles de prendre de la valeur, selon elle.

L'idée serait plutôt populaire chez nos voisins du sud. Lucie K. Morisset évoque le village de Roebling au New Jersey, connu pour sa production d'acier, notamment celui qui a servi à construire le pont de Brooklyn. Cette localité à l'économie vacillante a réussi le pari de la revitalisation grâce à l'impulsion de la communauté et à l'ouverture, en 2009, d'un musée consacré à l'histoire du village et de son aciérie. « Les gens qui avaient participé à la création du musée étaient fiers du patrimoine dont ils ont hérité, explique-t-elle, et le bâtiment d'entrée de l'usine, dans lequel le musée a été installé, avait beaucoup plus de chance de survivre. »

Les exemples poussent aussi dans notre coin de pays. La professeure mentionne les bâtiments de la paroisse montréalaise de Sainte-Brigide, devenus un centre communautaire, ou le fameux cas d'Arvida,

au Saguenay : « La communauté continue d'occuper les maisons, alors que le lieu est patrimonial. L'effet est que, même lorsque la valeur foncière des bâtiments de la région diminue, celle des maisons d'Arvida reste stable. »

Je patrimoine donc je suis

Mais l'importance du patrimoine va bien au-delà de son impact sur l'économie, selon Guillaume Ethier, stagiaire postdoctoral à l'Institut d'études canadiennes de McGill. Pour l'illustrer, il évoque un voyage récent en Espagne au cours duquel il a visité la ville de Bilbao et son iconique musée Guggenheim : « J'étais curieux de voir les gens qui vivaient autour. La façon dont les gens investissent un lieu a un impact sur celui-ci. Un lieu qui reste désert, par exemple, risque beaucoup plus de devenir dangereux. À Bilbao, j'ai constaté que le pari avait été réussi : les alentours du bâtiment étaient vivants, utilisés. » Selon lui, on ne peut pas forcer l'appropriation : « L'amour de la population pour un lieu ne se décide pas. Il faut lui laisser le temps. »



Médiathèque André-Malraux, Strasbourg (France), Jean-Marc Ibos Myrto Vitart
Photo: Ralph Hammann

Directeur du Département d'architecture de l'Université de Strasbourg en France et membre de l'équipe de recherche AMUP, qui s'intéresse aux « cultures de l'habiter », le professeur Franck Guéné s'enthousiasme lorsqu'on lui parle du lien entre l'identité et le patrimoine : « Strasbourg est cataloguée comme patrimoine mondial de l'UNESCO, donc en théorie elle est figée. Mais avec la conservation, on garantit aussi une qualité de vie, un bien-être. Quand je me promène à vélo dans la vieille ville, je suis ravi de vivre parmi cette architecture. »

Lucie K. Morisset va plus loin. Non seulement le patrimoine peut-il aider à créer une identité commune, mais il peut aussi contribuer à l'estime de soi des individus. Elle cite un projet auquel elle a collaboré dans un CHSLD d'Arvida, où des personnes âgées étaient invitées à partager leurs récits de vie. « Comme leur parole était associée à un lieu valorisé comme Arvida, elle prenait de la valeur. » Elle souligne la fierté que pouvaient ressentir ceux qui avaient participé à cette

histoire aujourd'hui tant célébrée. « Ces histoires, elles font exister », conclut-elle.

Ancien versus nouveau

« La mise en valeur du patrimoine reconnaît la façon dont une communauté donne un sens à un lieu, résume Jacques Lachapelle, professeur et directeur de l'École d'architecture de l'Université de Montréal. Toute transformation du patrimoine doit prendre acte des acquis, de ce qui distingue la communauté. » Autrement dit, il faut intégrer le patrimoine à la mouvance de la ville, parfois même le moderniser. Par contre, les résultats de ce genre d'exercice ne sont pas toujours heureux. « Il faut prendre soin de découvrir les spécificités de chaque projet. La conservation ne peut pas être une recette. Les façades ne sont pas toujours la partie la plus importante d'un bâtiment, mais c'est souvent la seule chose qu'on garde », soupire le professeur.

Il invite à se laisser tenter par « la séduction des ruines », c'est-à-dire la conservation intégrale, « quand le bâtiment le mérite ».

C'est d'ailleurs l'approche qui a été empruntée pour le monastère des Augustines à Québec, illustre-t-il : le bâtiment d'origine, demeuré intact, est mis en valeur par l'ajout d'une nouvelle aile.

Franck Guéné connaît très bien les difficultés de marier ancien et nouveau dans une ville comme Strasbourg. « Quand un bâtiment passe au feu, il faut le reconstruire à l'identique », dit-il pour expliquer le peu de marge de manœuvre des décideurs quant à la promotion immobilière. « Les nouvelles constructions sont donc plutôt en périphérie. » Malgré tout, certaines rénovations récentes lui donnent espoir, comme la médiathèque André-Malraux. Celle-ci occupe désormais un ancien bâtiment situé à l'extérieur du centre historique, sur les docks. « Les briques ont été conservées, mais on les a peintes couleur argent. L'architecte exprime ainsi son souci du passé, tout en s'inscrivant dans le présent », résume-t-il.

Bref, on a enlevé la cloche de verre. ●

fprofessionnels.com

Actionnaire de
Financière des professionnels
depuis 1986.



Association
des Architectes
en pratique privée
du Québec

APPUYEZ VOTRE ENTABLEMENT FINANCIER SUR DES COLONNADES SOLIDES.

PLANS ET ASSEMBLAGE INCLUS.

CONSULTEZ DES EXPERTS QUI VOUS COMPRENNENT.
1 844 866-7257



GESTION DE VALEURS

Financière des professionnels inc. détient la propriété exclusive de Financière des professionnels – Fonds d'investissement inc. et de Financière des professionnels – Gestion privée inc. Financière des professionnels – Fonds d'investissement inc. est un gestionnaire de portefeuille et un gestionnaire de fonds d'investissement qui gère les fonds de sa gamme de fonds et offre des services-conseils en planification financière. Financière des professionnels – Gestion privée inc. est un courtier en placement membre de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et du Fonds canadien de protection des épargnants (FCPE) qui offre des services de gestion de portefeuille.



ENCADREMENT DES STAGIAIRES

L'ART DE GUIDER

Le maître de stage joue un rôle essentiel dans l'essor de la relève en architecture. Comment s'acquitter de ce devoir envers la profession ?

Emmanuelle Gril



Salle de l'assemblée, Université de Montréal,
CGA Architectes
Photo : Yves Lefebvre

Pour plusieurs bureaux d'architectes, l'embauche de stagiaires représente une valeur ajoutée. « Ce sont généralement des personnes très motivées qui maîtrisent les derniers outils technologiques. Cela permet d'avoir tout un éventail d'expériences différentes au sein du bureau, ce qui crée un bel équilibre », témoigne Sylvie Girard, architecte associée chez CGA architectes à Montréal, firme qui regroupe environ une vingtaine de professionnels et qui recrute régulièrement des stagiaires.

Si engager un stagiaire aide à dynamiser une équipe, l'encadrer suppose diverses obligations, notamment de nature administrative. L'architecte superviseur, ou maître de stage, reçoit le rapport de stage,

donne périodiquement de la rétroaction à son stagiaire et fait parvenir tous les documents requis à l'OAQ. Mais ce n'est pas tout, car il a aussi une responsabilité morale. « Son rôle consiste à former la relève. En tant qu'employeur, il doit s'assurer de fournir un contexte favorable au développement professionnel de son stagiaire », explique Sébastien Desparois, directeur de la pratique professionnelle à l'OAQ.

DÉVELOPPER LA RELÈVE

Le Programme de stage en architecture précise que le maître de stage doit encourager le stagiaire, l'orienter et lui formuler des critiques constructives. Il doit aussi faciliter la transition entre la formation et l'exercice de la profession tout en offrant à son protégé l'expérience pratique de l'architecture exigée

pour la délivrance d'un permis d'exercice. La supervision s'effectue au jour le jour et doit être ponctuée de périodes régulières de rétroaction.

« De façon générale, le stagiaire arrive chez nous plein d'énergie et de bonnes intentions. C'est ensuite à nous de bien l'encadrer afin qu'il puisse s'intégrer plus facilement dans notre milieu de travail », confirme Robert LaPierre, architecte senior principal chez Architecture49, qui compte 14 bureaux au Canada, dont un à Montréal qui emploie 17 architectes et environ 12 stagiaires sur une cinquantaine d'employés.

ATTEINDRE LES OBJECTIFS

Les stagiaires forment une main-d'œuvre de qualité, rappelle Sébastien Desparois, et il →

faut s'assurer de les accompagner le mieux possible tout au long du processus de stage. Car lorsqu'ils ont le sentiment qu'ils ne progressent pas, ou que certains volets de l'apprentissage ne pourront être abordés au sein de la firme, ils n'hésitent pas à tenter leur chance ailleurs. Pour le maître de stage, leur départ peut constituer une perte de temps et d'investissement.

Valoriser les compétences des stagiaires est une bonne manière de susciter leur engagement. « Certains stagiaires ont des talents particuliers qui peuvent faire ressortir le groupe, spécialement en design. Lorsque les projets nous le permettent, nous tâchons de les aider à déployer leurs talents et à les mettre en valeur », précise Robert LaPierre.

Néanmoins, il n'est pas toujours aisé de faire coïncider le carnet de commandes et les besoins du stagiaire, qui doit répondre aux exigences de l'OAQ. Par exemple, il peut être difficile de lui offrir du temps de chantier, d'autant plus que cette tâche est généralement confiée à des architectes expérimentés.

Sébastien Desparois souligne toutefois que cette obligation est parfois mal comprise, et que certains types d'activités peuvent parfaitement s'y inscrire. Ainsi, un stagiaire peut participer en tant qu'observateur, puis préparer un rapport de suivi qui est ensuite évalué par l'architecte superviseur.

Pour sa part, Robert LaPierre mentionne que lorsque le projet le permet, le stagiaire accompagne le chargé de projet responsable de la surveillance des travaux sur le chantier. « Les stagiaires peuvent réaliser plusieurs tâches de soutien qui sont nécessaires durant la phase de construction, par exemple la revue des dessins d'atelier. Naturellement, ces tâches sont supervisées, car c'est l'architecte qui assume la responsabilité professionnelle du projet », explique-t-il.

AUTONOMIE ET SUIVI

Si certains bureaux – en général les grandes organisations – offrent un encadrement plus serré, d'autres peuvent au contraire accorder une grande autonomie à leur stagiaire. Il n'y a pas réellement de « recette », ni de bonne ou de mauvaise façon de faire.

MAÎTRE DE STAGE OU MENTOR ?

■ **Le maître de stage, ou architecte superviseur, est celui qui, au sein de la firme ou du lieu de travail qui emploie le stagiaire, dirige et supervise ce dernier au jour le jour. Son rôle est de l'accompagner dans le développement de son savoir-faire.**

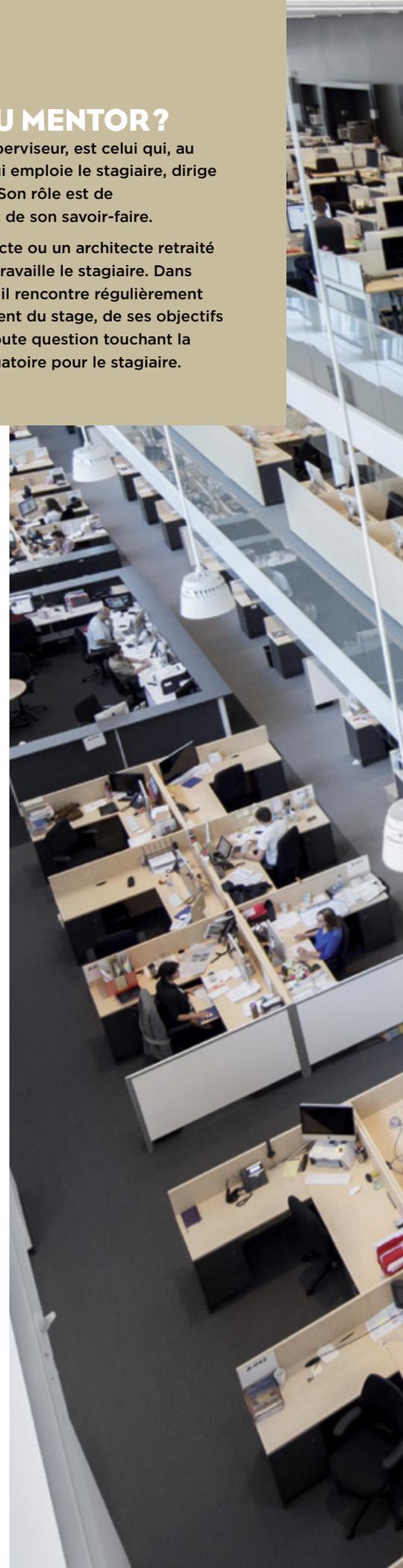
■ **Le mentor, quant à lui, est un architecte ou un architecte retraité qui n'est pas à l'emploi de la firme où travaille le stagiaire. Dans l'optique de développer le savoir-être, il rencontre régulièrement le stagiaire pour discuter du déroulement du stage, de ses objectifs de carrière et, de façon générale, de toute question touchant la profession. Le mentorat n'est pas obligatoire pour le stagiaire.**

De son côté, l'architecte montréalais Guillaume Lévesque laisse une grande latitude à sa stagiaire. « Elle sait prendre des initiatives et gérer son travail de la journée. Cela favorise sa responsabilisation et sa confiance en elle. J'essaye de lui confier des tâches variées sur des projets diversifiés. Je l'emmène également avec moi aux rencontres avec les clients, car deux têtes valent mieux qu'une! » assure-t-il.

Il précise que les outils de l'Ordre permettent d'exercer un contrôle périodique. « Les différents formulaires à remplir aident à suivre l'évolution de son apprentissage. C'est aussi l'occasion de faire des commentaires constructifs sur son travail, de s'entendre sur les aspects à améliorer ou à approfondir. »

Chez CGA architectes, en plus du suivi régulier, les stagiaires sont soumis à une évaluation annuelle au même titre que les autres employés, mentionne Sylvie Girard, ce qui permet de réaliser un bilan exhaustif et de fixer des cibles claires.

Jean-François Roussel, professeur et directeur de la maîtrise en gestion de la formation au campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke, mentionne d'ailleurs que donner de la rétroaction est un aspect très important du processus de transfert d'apprentissage. « Le maître de stage doit aussi développer la réflexivité chez l'apprenant, c'est-à-dire l'amener à réfléchir sur ses propres façons de faire, afin qu'il puisse les adapter pour atteindre ses objectifs », ajoute-t-il. Quelle est la meilleure façon de s'y prendre? « En réalisant les tâches devant lui, en donnant des exemples et en expliquant comment et pourquoi on fait les choses », suggère Jean-François Roussel. Avec tous ces bons conseils, il ne vous reste plus qu'à vous lancer dans l'aventure! 🎯



EXIGENCES DU STAGE

PASSER À L'ACTION

*Avant d'être admissible à sa profession,
le futur architecte devra réaliser un stage de 3720 heures.
Conseils pour tirer le maximum de cette expérience.*

Emmanuelle Gril

Louis Babin, stagiaire chez EVOQ Architecture, compare le stage à une « plante qui grandit avec un tuteur. On progresse en se nourrissant du savoir des autres », mentionne-t-il. Mais pour y parvenir, il faut s'investir dans ses tâches. « Ce n'est pas juste une job ! On doit montrer que l'on est intéressé aux projets. On doit être curieux et allumé, le but est d'apprendre le plus possible. »

L'un des objectifs principaux du stage est de mettre en pratique la théorie acquise sur les bancs de l'université. C'est donc une occasion en or pour parfaire ses habiletés et son professionnalisme, tout en se frottant à la réalité du métier. Une excellente école qui requiert toutefois un état d'esprit particulier.

LES ATTENTES DE L'OAQ

Pour réussir son stage, le futur architecte doit remplir plusieurs obligations vis-à-vis de son ordre professionnel (voir encadré). Il doit lui-même trouver son milieu de stage et s'assurer que celui-ci sert bel et bien son développement professionnel, quitte à changer d'endroit si ce n'est pas le cas. « Au cours de la

démarche, le stagiaire devra demander périodiquement des rétroactions à son maître de stage, et à la fin, produire un rapport démontrant qu'il a acquis l'expérience requise », explique Sébastien Desparois, directeur de la pratique professionnelle à l'OAQ.

Il ajoute que le stagiaire doit s'assurer qu'il complète les heures nécessaires dans chaque catégorie d'apprentissage. « Pour éviter les mauvaises interprétations, j'invite les stagiaires à nous contacter afin de vérifier s'ils sont sur la bonne voie », précise Sébastien Desparois.

La qualité de la démarche – et pas seulement le cumul des heures – joue dans le processus d'admission. « On peut avoir une bonne idée du profil de la personne selon sa façon de remplir son rapport de stage. Si ce dernier est détaillé, bien documenté, on sait que le stagiaire maîtrise bien le sujet. Pour d'autres, c'est plus flou, certains font même des erreurs de catégories. Ce sont des éléments auxquels on porte attention », mentionne Alexia Coupez, coordonnatrice de l'admission à l'OAQ. →



Centre d'excellence en thérapie cellulaire (CETC) - Hôpital Maisonneuve-Rosemont, Montréal, CGA Architectes, NFOE et JLP
Photo: Yves Lefebvre

LES OBLIGATIONS DU STAGIAIRE

■ Effectuer 3720 heures de stage dans un délai de 5 ans à partir de l'inscription au registre des stagiaires (sauf dérogations).

■ Acquérir cette expérience sous la supervision et la direction personnelles d'un membre de l'Ordre des architectes du Québec, et ce, dans une firme d'architectes ou dans une autre situation d'emploi admissible en architecture. Le choix du maître et du lieu de stage doit être validé par l'OAQ.

■ Avant d'accepter un emploi, s'assurer que celui-ci lui procurera l'expérience requise.

■ Une fois inscrit, tenir un registre continu de l'expérience de travail acquise en architecture dans le Livret de stage canadien.

■ Effectuer le nombre d'heures indiqué dans les différentes catégories, et sur des projets (au moins deux) de types, de complexité et d'envergure variés.

■ Faire la démonstration de sa compétence dans chaque catégorie exigée; il ne suffit pas d'inscrire le nombre d'heures requis dans les différentes catégories.

Pour des renseignements plus détaillés, consultez le oaq.com.

Pour sa part, Jean Peters, président du comité d'admission de l'OAQ, prévient qu'il existe des milieux de travail qui sont moins propices à l'atteinte des objectifs du Programme de stage, par exemple chez certains employeurs du secteur public ou parapublic. « Si le stagiaire travaille à l'hôtel de ville au Service des permis, qu'il se borne à faire des vérifications, et n'effectue aucune recherche par lui-même, ce sera insuffisant. Il en va de même pour toutes les organisations ne réalisant pas les plans et devis d'architecture à l'interne », précise-t-il. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'OAQ limite à 940 le nombre d'heures de stage que l'on peut effectuer dans ces milieux.

Comment s'assurer de trouver le bon maître de stage? Alexandre Hamlyn, stagiaire chez SO-IL à New York, conseille de poser des questions lors des entretiens d'embauche. « Si l'employeur semble prêt à s'investir dans l'apprentissage du stagiaire, c'est bon signe, car cela signifie qu'il comprend l'importance du stage et qu'il aidera son stagiaire à se former. »

Quant à Louis Babin, il recommande de commencer le stage le plus tôt possible, durant le baccalauréat, comme l'autorise d'ailleurs l'OAQ. « Cela permet de tester différents bureaux et de mieux cibler ce qui nous intéresse. C'est le moment ou jamais pour le faire! »

CE QUE MAÎTRE DE STAGE VEUT...

De son côté, l'aspirant stagiaire doit démontrer qu'il représente une valeur ajoutée pour le maître de stage. « Nous recherchons des gens rigoureux, avec l'esprit curieux, qui veulent s'engager dans l'équipe. Nous voulons aussi qu'ils possèdent de solides bases de connaissances tout en ayant le désir de continuer à apprendre. Le stage, c'est une autre sorte d'école! » dit Sylvie Girard, architecte associée chez CGA architectes à Montréal, un bureau qui regroupe une vingtaine de professionnels. Elle ajoute que si le stagiaire fait preuve d'autonomie, il n'est pas rare qu'on lui confie progressivement de petits projets, sous supervision.

« Nous voulons des candidats ouverts aux apprentissages, ayant la personnalité et la volonté nécessaires pour se greffer à notre équipe de travail, orientée vers l'innovation et le développement durable », indique Robert LaPierre, architecte senior principal chez Architecture49.

Pour sa part, l'architecte montréalais Guillaume Lévesque s'est livré récemment à un processus de présélection plus long qu'à l'habitude afin de mettre la main sur la perle rare, qu'il a d'ailleurs réussi à dénicher. « Je recherchais une personne capable d'effectuer des tâches variées, de travailler sur différents projets en même temps, tout en sachant résister à la pression des échéanciers serrés. Puisque je pratique seul, je voulais également un stagiaire qui soit en mesure de se débrouiller lorsque je ne suis pas là, et de se charger de certaines choses, par exemple dessiner une première esquisse. »

SAISIR LES OCCASIONS

Pour maximiser l'apprentissage, le stagiaire Louis Babin conseille « d'enlever ses écouteurs ». « On apprend beaucoup en observant et en écoutant ce qui se passe autour de soi. Plus tard, cela peut aussi nous aider à prendre des décisions dans des situations similaires », dit-il.

Romy Brousseau, stagiaire chez Bourgeois Lechasseur, abonde dans le même sens. « Dans un petit bureau, on voit tout et on entend tout : les conversations avec les clients, les fournisseurs... On a une meilleure vision d'ensemble et c'est très formateur », assure-t-elle. Elle insiste également sur la capacité à s'intégrer à une équipe et à accepter la critique. « Il ne faut pas oublier qu'on est là pour apprendre. »

Pour sa part, Alexandre Hamlyn insiste sur l'importance de faire preuve d'initiative si l'on veut progresser et toucher aux différents volets de la profession. « Pour cela, il faut se montrer disponible, poser des questions pour prouver son intérêt, ou encore demander à assister à une réunion à laquelle le maître de stage n'avait pas pensé nous inviter », illustre-t-il.

« Les choses ne se feront pas toutes seules! Mes patrons sont tous deux très occupés et ils aiment que je propose d'accomplir certaines tâches », indique Romy Brousseau, qui n'hésite pas non plus à leur demander leurs commentaires sur son travail afin de s'améliorer. Autrement dit, le stage, c'est de l'ouvrage! 🎯

PROGRAMMATION HIVER 2017

Ce calendrier peut être modifié en tout temps. Consultez le oaq.com, sous l'onglet Formation continue, pour la programmation à jour.

RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT ET ASPECTS JURIDIQUES

■ CONTEXTE JURIDIQUE DE LA PRATIQUE ET GESTION DE BUREAU

Formateur : Samuel Massicotte, avocat
Durée : 15 heures (2 jours)
Montréal, les 2 et 3 février, de 8 h 30 à 17 h
Québec, les 9 et 10 mars, de 8 h 30 à 17 h
Montréal, les 30 et 31 mars, de 8 h 30 à 17 h

■ LES RÉGLEMENTATIONS TOUCHANT LES CONSTRUCTIONS À LA VILLE DE MONTRÉAL

Formatrice : Nicole Olivier, architecte
Durée : 3,5 heures
Classe virtuelle, le 3 mars, de 8 h 30 à 12 h

■ CODE DE CONSTRUCTION 2010 : SURVOL DES MODIFICATIONS, CHAPITRE 1 – BÂTIMENT

Formatrice : Nicole Olivier, architecte
Durée : 3,5 heures
Classe virtuelle, le 10 février, de 8 h 30 à 12 h
Montréal, le 17 mars, de 8 h 30 à 12 h

■ SURVOL DU CODE DE SÉCURITÉ, CHAPITRE VIII – BÂTIMENT

Formatrice : Nicole Olivier, architecte
Durée : 3,5 heures
Classe virtuelle, le 24 mars, de 8 h 30 à 12 h

■ LE CODE DE DÉONTOLOGIE DES ARCHITECTES

Formateur : Samuel Massicotte, avocat
Durée : 3 heures
Classe virtuelle, le 12 mai, de 9 h à 12 h

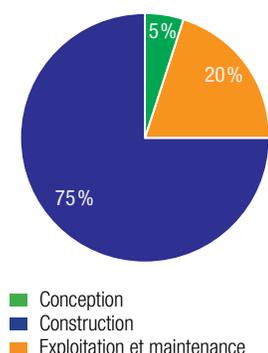
INSCRIPTION
EN LIGNE
OAQ.COM

Pour toute question, veuillez communiquer avec l'Ordre : info@oaq.com.



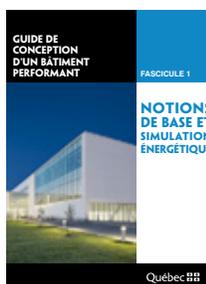
INVESTIR DAVANTAGE DURANT LA PHASE DE CONCEPTION POUR RÉDUIRE LES COÛTS D'EXPLOITATION

Répartition moyenne des coûts sur le cycle de vie d'un bâtiment commercial ou institutionnel



Comment faire ?

Avec le **Guide de conception d'un bâtiment performant**, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles propose aux ingénieurs, aux architectes et aux gestionnaires en immobilier des processus de conception optimisés pour trois modes de réalisation, soit selon le mode traditionnel, la conception intégrée et la modélisation des données du bâtiment (BIM).





INSPECTION PRÉACHAT **SIX PRÉCAUTIONS À PRENDRE**

La pratique de l'inspection préachat comporte son lot de pièges pour les architectes. Quelques conseils pour les éviter.

Marie-Pierre Bédard*

Bien que l'inspection préachat ne soit pas une activité réservée aux architectes, plusieurs membres de l'OAQ agissent à titre d'inspecteur. Or, ce domaine présente des enjeux majeurs, notamment en raison du nombre et de l'importance des litiges liés à l'existence de vices cachés. Au fil des dossiers qu'il a traités, le Fonds des architectes a pu tirer les enseignements suivants :

1 NE PAS NÉGLIGER LE CONTRAT D'INSPECTION PRÉACHAT

Dans ce domaine comme dans tous les autres, le contrat écrit est recommandé. Celui-ci est d'une importance capitale puisque la responsabilité de l'inspecteur sera évaluée en fonction des obligations qui y sont définies. Les contrats de cette nature sont des contrats de service. Cela implique que l'inspecteur a le libre choix des méthodes d'exécution à mettre

en place afin de remplir ses obligations contractuelles. Comme il n'existe pas de contrat standardisé et que l'étendue des obligations est susceptible de varier d'une inspection à l'autre, il est important d'intégrer au contrat les réserves nécessaires quant à la responsabilité, en tenant compte des dispositions prévues au Code de déontologie des architectes.

2 PRÉCISER LES LIMITES D'UNE INSPECTION PRÉACHAT

Une inspection préachat ne constitue pas, pour l'acheteur, une garantie contre les vices cachés. Il faut donc définir précisément les limites d'une telle inspection. À cet égard, la clause suivante peut être intégrée au contrat :

« L'inspection préachat est une inspection visuelle approfondie. Elle ne comporte aucune mesure ni aucun test destructif permettant de procéder à l'analyse des éléments cachés ou inaccessibles. Le rapport obtenu n'est pas une

VOTRE CONSEILLER EN CUISINE COMMERCIALE DEPUIS 35 ANS

- Évaluation
- Consultation
- Conception et planification

garantie de l'absence de vices cachés ni une assurance de quelque nature que ce soit. L'inspection préachat n'est pas une analyse de conformité de l'immeuble aux divers codes et normes applicables.»

3 ATTENTION AUX NORMES DE PRATIQUE DÉCLARÉES

Le contrat fait normalement état des normes de pratique qui seront suivies par l'inspecteur lors de la réalisation de son mandat. Ces normes de pratique peuvent être jointes en annexe au contrat ou simplement y être mentionnées. Si l'inspecteur déclare se soumettre à une norme de pratique établie par l'industrie, par exemple, cette dernière devient pertinente dans l'analyse de sa responsabilité professionnelle. Il faut aussi se rappeler que le fait d'avoir suivi une norme de pratique n'est pas un moyen de défense entraînant automatiquement l'absence de responsabilité.

Le Code de déontologie des architectes peut également être utilisé par les tribunaux dans l'analyse de ce que constitue le comportement d'un inspecteur prudent et diligent placé dans les mêmes circonstances, lorsque ce dernier est membre de l'OAQ.

4 ATTIRER L'ATTENTION DE L'ACHETEUR SUR L'IMPORTANCE DES TESTS SUPPLÉMENTAIRES

Il arrive que l'inspecteur préachat recommande à l'acheteur de procéder à des tests supplémentaires s'il n'est pas en mesure de se prononcer avec certitude sur la présence d'un vice ou sur les conséquences potentielles de ce dernier. Or, dans certains rapports d'inspection, cette recommandation est noyée dans plusieurs dizaines de pages, ce qui empêche l'acheteur d'en saisir l'importance. Pour être certain que l'acheteur ne passe pas à côté, le rapport doit mettre l'accent sur la nécessité d'effectuer les tests en question, et clairement préciser que ceux-ci doivent être faits AVANT l'acquisition du bâtiment. Ainsi, si l'acheteur omet de suivre cette recommandation, il ne pourra pas par la suite invoquer le fait que le rapport n'était pas suffisamment clair quant à l'importance des tests.

5 ATTENTION AUX RECOMMANDATIONS DE TRAVAUX CORRECTIFS

Un inspecteur qui suggère des correctifs à apporter à l'immeuble engage sa responsabilité quant à ces recommandations. Il peut donc



être poursuivi si ces travaux, une fois effectués, se révèlent inefficaces et qu'ils causent des dommages à l'acheteur.

6 INDIQUER MÊME LES PROBLÈMES MINEURS

Il est essentiel que le rapport énonce tous les problèmes constatés, même ceux qui peuvent être considérés comme mineurs. En effet, ces éléments, qui ont souvent peu d'importance pris isolément, peuvent globalement entraîner des conséquences financières majeures pour l'acheteur. Il faut garder en tête que l'acheteur veut savoir à quoi il doit s'attendre s'il acquiert l'immeuble.

Consultez le Fonds pour toute question portant sur le contenu ou la rédaction de vos rapports, nous serons heureux de vous assister! ☺

* Avocate et analyste au Fonds des architectes



ENTREPRENEUR GÉNÉRAL
GÉRANCE DE CONSTRUCTION

"Une nouvelle génération d'entrepreneur général qui fournit des résultats, valorise la création de relations durables et mets l'accent sur la collaboration entre intervenants"

- Emanuel Sutera, PMP, Président et Fondateur

Espaces Commerciaux | Aménagement de bureaux
Construction de bâtiment | Construction institutionnelle
Restauration | Installations industrielles

Pour savoir comment nous pouvons obtenir des résultats pour vous et vos clients, contactez-nous dès maintenant!

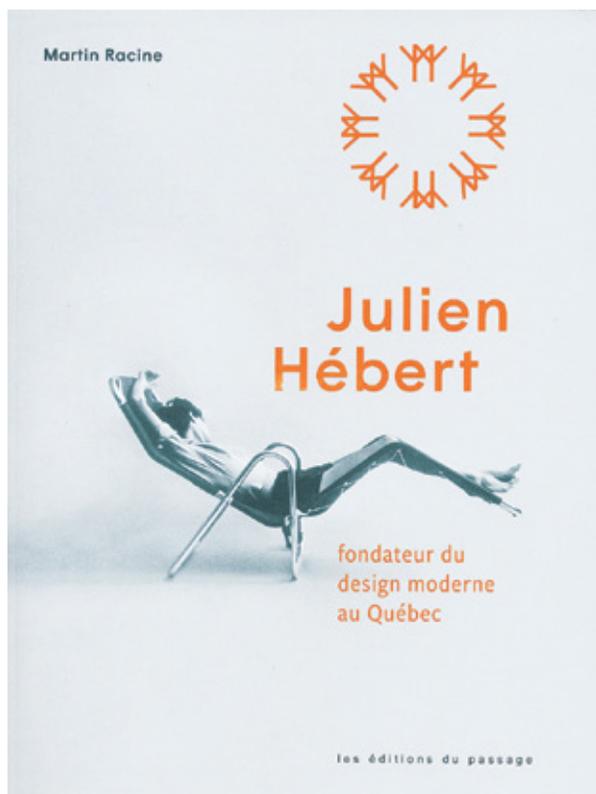


Fondée pour bâtir l'avenir!
QUALITÉ • EFFICACITÉ • ENVIRONNEMENT

T. 450.937.1311
F. 450.937.2772

info@groupe sutera.com
www.groupe sutera.com

213-3100 boul. de la Concorde est
Duvernay, Qc, H7E 2B8



JULIEN HÉBERT, FONDATEUR DU DESIGN MODERNE AU QUÉBEC

Martin Racine

Sans Julien Hébert, Expo 67 n'aurait pas eu son iconique symbole en forme de flocon de neige. La fameuse Countour Lounge Chair n'aurait pas vu le jour. Et le design québécois d'aujourd'hui serait bien différent. Dans ce nouveau bouquin, Martin Racine, professeur et directeur du Département de design et d'arts numériques de l'Université Concordia, retrace le parcours du personnage, esquissant en première partie le contexte culturel effervescent du Québec de l'époque, alors qu'Hébert était entouré d'artistes comme Borduas ou Gauvreau. La deuxième partie du livre se penche sur l'œuvre de Julien Hébert et s'intéresse à sa vision du modernisme, à son approche fonctionnaliste, ainsi qu'à l'apport de sa carrière d'enseignant dans ses créations.

Au fil des pages, entraîné par la plume intelligente et accessible de l'auteur, on découvre un individu curieux, talentueux et surtout passionné par un domaine peu connu à l'époque.

■ Les éditions du passage, 2016, 255 pages

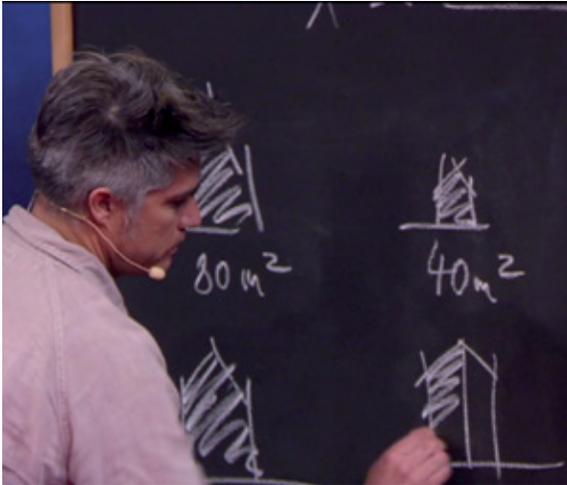
NEW YORK : UN SIÈCLE DE PHOTOGRAPHIES AÉRIENNES

Textes de Peter Skinner

Ce beau livre ravira les admirateurs de la Grosse Pomme et quiconque s'intéresse à l'urbanisme. Partant d'un dessin de 1628 constituant la première vue aérienne connue de la colonie hollandaise de La Nouvelle-Amsterdam, le premier chapitre comprend de nombreuses illustrations précédant l'ère de la photographie, tels la carte imaginaire et embellie de la « Ville de Mathane ou Nouvelle-Yorc » (1763) et les plans décrivant l'utilisation des sols lorsque seule la pointe de Manhattan était colonisée (1776). Ensuite, les photos se succèdent en ordre chronologique, d'abord prises du sommet des gratte-ciel ou depuis une montgolfière, puis à partir des avions, jusqu'à ce cliché réalisé par un astronaute de la Station spatiale internationale. Elles témoignent – avec les courts textes d'accompagnement – de la trame urbaine, de l'extension de la ville et de sa densification progressive. Une idée de cadeau à retenir !

■ Nuinui, 2016, 244 pages





THE EMOTIONAL IMPACT OF ARCHITECTURE

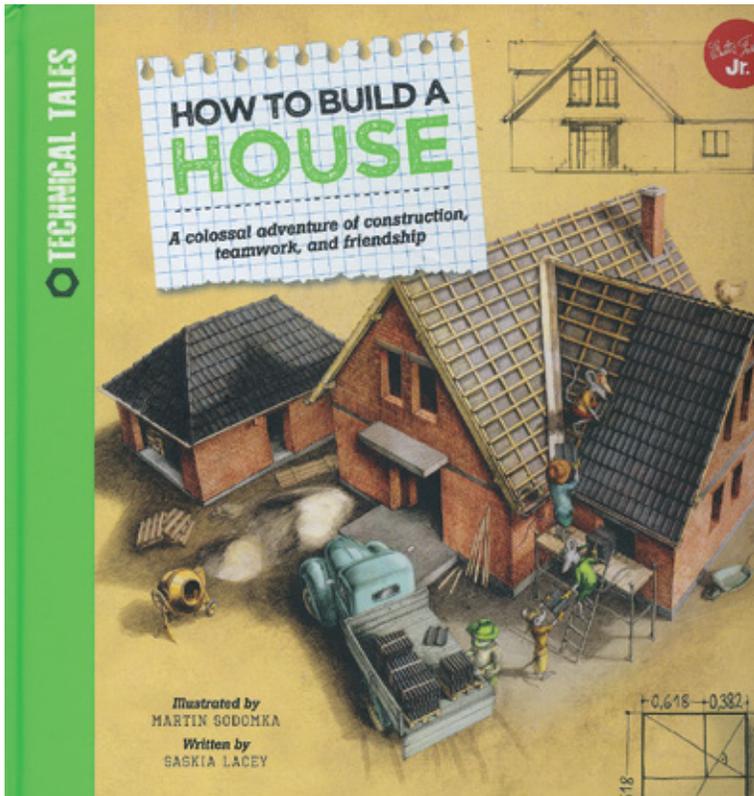
Huit conférenciers

La question est accrocheuse : quel peut être l'impact de l'architecture sur les émotions ? La réponse du diffuseur de conférences TED prend la forme d'une liste de lecture vidéo rassemblant huit présentations. La première est celle de l'architecte américain Michael Murphy qui, après avoir travaillé en Afrique pour construire des hôpitaux à échelle humaine, est retourné chez lui participer à la création d'un monument à la mémoire des Noirs lynchés dans les États sudistes. À sa suite, Marwa Al-Sabouni, une architecte syrienne, démontre combien l'architecture des colons français a détruit les communautés de son pays et pavé le chemin à la guerre qui le déchire maintenant. Plus loin, les présentations du musicien David Byrne, de l'architecte Alison Killing et autres explorent des thématiques comme : « Comment l'architecture a-t-elle favorisé l'évolution de la musique ? » ou « Construire la cathédrale des semences ». La variété des exposés fait le charme de cette compilation, même si les présentations sont inégales. Au fil des vidéos, on passe de l'étonnement à l'ennui, de la curiosité à l'impression de déjà vu. Cette liste de lecture vaut malgré tout qu'on s'y attarde, car les perles qu'on y dénêche sont effectivement des « *ideas worth spreading* ».

■ TED, liste de 8 vidéos, 2002-2016

<http://tinyurl.com/8ted-oaq>





HOW TO BUILD A HOUSE

Illustrations de Martin Sodomka

Texte de Saskia Lacey

Les créateurs de ce livre ont habilement réuni le charme du conte et les notions techniques afin d'apprendre aux enfants comment construire une maison. Au fil des pages richement illustrées, le lecteur suit les aventures de trois sympathiques animaux qui ont entrepris de bâtir une demeure pour y habiter tous ensemble. Chaque étape du projet est clairement expliquée à l'aide de plans, croquis et schémas d'un réalisme étonnant. Les fondations, la structure, le système électrique, l'aménagement paysager, tout y est! Une manière ludique d'initier sa progéniture au monde de l'architecture et de la construction. En anglais seulement.

■ Walter Foster Jr., 2016, 64 pages

ET SI LA BEAUTÉ RENDAIT HEUREUX

Pierre Thibault et François Cardinal

L'environnement bâti et aménagé a un impact sur le bonheur quotidien des citoyens. Telle est la prémisse qui sous-tend les cinq conversations entre l'architecte Pierre Thibault et le journaliste François Cardinal, tenues en autant de lieux distincts. Le lecteur effectue avec eux un parcours architectural, de l'abbaye Val-Notre-Dame jusqu'à Copenhague, en passant par le condo montréalais de Pierre Thibault et deux de ses maisons-nature. Retranscrites dans un livret ponctué d'esquisses peintes à l'aquarelle par l'architecte, leurs paroles forment un essai sur la nécessité de la beauté et de la contemplation dans notre société. Le lecteur est témoin des confidences échangées entre ces deux hommes qui rêvent grand et juste : intégration de la nature à notre environnement bâti, réappropriation collective des ruelles, meilleure occupation de notre territoire nordique... Puisse nos élus faire de ce carnet leur lecture de chevet!

■ Les Éditions La Presse, 2016, 208 pages



MAISON
DE L'ARCHITECTURE
DU QUÉBEC



maisondelarchitecture.ca

L'ARCHITECTURE ET NOUS, ICI, MAINTENANT.

S.O.S. Paysages autoroutiers

Six équipes d'architectes paysagistes : PLANT Architect avec Ronna Bloom, turquoise design, Lemay avec Christian Morisset, Vlan paysages, Civiliti avec Kyra Revenko, et Lupien + Matteau.

> Exposition de groupe à voir jusqu'en février 2017

Métro Place d'Armes

Mercredi > vendredi : 13h - 18h

Samedi et dimanche : 12h - 17h



Conseil des Arts
du Canada



Conseil des arts
et des lettres du Québec



CONSEIL
DES ARTS
DE MONTRÉAL

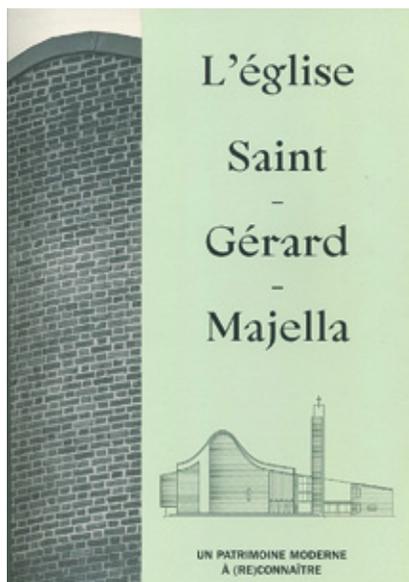
Montréal



Palais des congrès
de Montréal

Mp

v2com



L'ÉGLISE SAINT-GÉRARD-MAJELLA

Action patrimoine

L'église Saint-Gérard-Majella, à Saint-Jean-sur-Richelieu, n'est ni la première ni la dernière église dont l'avenir est incertain. Pourtant, son cas mérite qu'on s'y attarde. Écrit dans l'urgence à la suite de l'acquisition de l'ensemble par un promoteur d'habitation, ce livret rappelle les circonstances peu banales qui ont mené à son inauguration, en 1962. Fruit d'un concours d'architecture, cette église a été conçue par Guy Desbarats, cofondateur de la firme qui allait devenir ARCOP et premier directeur de l'École d'architecture de l'Université de Montréal, en collaboration avec Eva Vecsei, à qui l'on doit également Place Bonaventure. Des œuvres d'artistes et d'artisans reconnus, dont Jean-Paul Mousseau, ont été remarquablement intégrées à l'architecture, laquelle a remporté la médaille Massey en 1964. Bien illustré et bien structuré, l'ouvrage saura rallier les non-initiés en faveur d'une respectueuse mise en valeur de cette pièce maîtresse de notre patrimoine moderne.

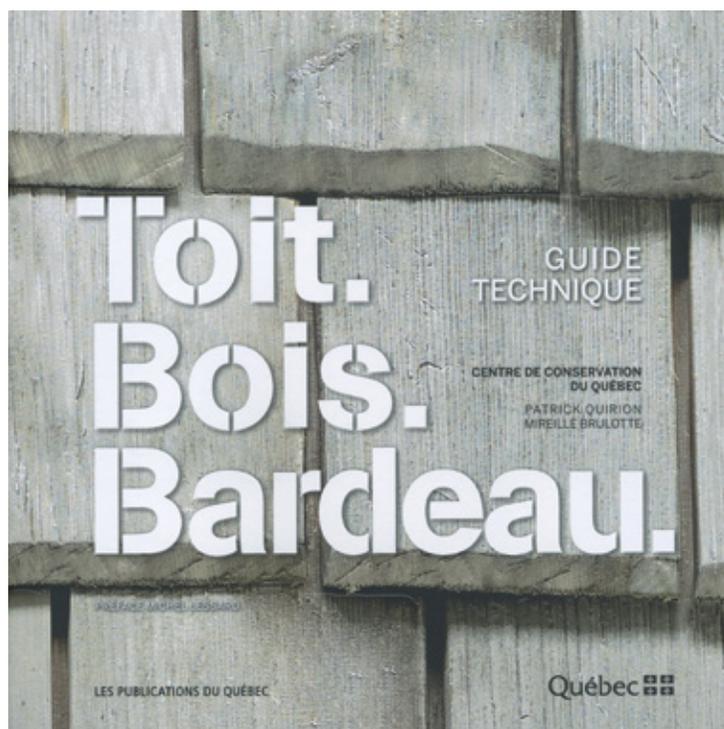
■ Action patrimoine, 2016, 46 pages

TOIT. BOIS. BARDEAU. GUIDE TECHNIQUE

Patrick Quirion et Mireille Brulotte

Cet ouvrage est né d'une demande de la Direction générale du patrimoine, qui souhaitait doter les architectes du ministère de la Culture et des Communications d'une référence sur les toitures de bardeaux de bois adaptée aux réalités et au climat local. Le projet s'est élargi pour aboutir à cet outil concret et didactique, destiné autant aux propriétaires de bâtiments anciens ou contemporains qu'aux artisans, aux entrepreneurs et aux architectes. Les auteurs, deux spécialistes de la restauration en bois au Centre de conservation du Québec, y décrivent la fabrication de ce type de toit dans les règles de l'art, en plus de proposer des solutions, notamment pour maximiser sa durée de vie. Le livre est bien structuré et d'une mise en page agréable, enrichie de plus de 250 dessins, illustrations et photographies.

■ Les publications du Québec, 2016, 198 pages



LE CENTRE
DE FORMATION
EN DÉVELOPPEMENT
DURABLE

**LEADER EN
CONCEPTION INTÉGRÉE.
CONSULTEZ
NOS FORMATIONS
SPÉCIALISÉES :**
CFDD.ULAVAL.CA

RÉSERVEZ TÔT
ET ÉCONOMISEZ
10%

Formateur PCI de la
Société québécoise
des infrastructures
Québec

UNIVERSITÉ
LAVAL

Faculté des sciences et de génie
Formation continue

■ NOUVELLES INSCRIPTIONS

Le 17 août 2016

Boulet, Cédric
Fanous, G. Catherine
Lapierre, Jérôme
Moussa, Nicolas
Nadeau, Denis

Le 24 août 2016

Quentier, Anne-Sophie

Le 1^{er} octobre 2016

Chantal-Blanchette, Marie-Eve de
Etogo, Roger
Gremillet, Lakmé
Postel, Elodie
Roy-Langelier, Fay

Le 3 octobre 2016

Denis, Caroline

Le 12 octobre 2016

Galibois, Chantal

Le 13 octobre 2016

Beaulieu-Bastien, Annie-Pier
Marion, Jean-Roch

Le 20 octobre 2016

Soltanieh, Laleh
Tessier, Claudie

Le 1^{er} novembre 2016

Brisson, Frédéric

Le 2 novembre 2016

Boulanger, Justin

Le 4 novembre 2016

Dhakouani, Hanen

Le 7 novembre 2016

Pelletier, Simon

Le 10 novembre 2016

Atanasova, Mariya
Deslauriers, Patrice

■ RÉINSCRIPTIONS

Le 17 août 2016

Farly, Louis
Simon, Prosper Prote

Le 12 septembre 2016

Alberola, Stéphanie

Le 22 septembre 2016

Labonté, Richard

Le 23 septembre 2016

Bluteau, Jean

Le 25 septembre 2016

Simion, Victor

Le 30 septembre 2016

Vanvari, Srichand

Le 1^{er} octobre 2016

Thériault, Charles G.

Le 5 octobre 2016

Verge, Bruno

Le 6 octobre 2016

Laberge, Germain
Paradis, Marc

Le 26 octobre 2016

Boullevraye de Passillé, Claude

Le 27 octobre 2016

Fillion, Jean-Claude

■ DÉMISSIONS

Le 15 août 2016

Laberge-Montambault, Henriette

Le 29 août 2016

Gallienne, Michel

Le 31 août 2016

Dumas, Gaétan

Le 22 septembre 2016

Carrière, Jacques

Le 14 octobre 2016

Fortin, Jacques

Le 25 octobre 2016

Hasswani, Dany

■ DÉPARTS À LA RETRAITE

Le 1^{er} septembre 2016

Bastien, Michel

Le 11 septembre 2016

Martel, Jean

■ DÉCÈS

Le 28 août 2016

Tétreault, Paul-André

■ RADIATION

POUR MANQUEMENT
AU RÈGLEMENT SUR LA
SOUSCRIPTION OBLIGATOIRE
AU FONDS D'ASSURANCE
RESPONSABILITÉ
PROFESSIONNELLE

Le 7 octobre 2016

Filion, Donald

■ RADIATIONS

POUR MANQUEMENT
AU RÈGLEMENT SUR LA
FORMATION CONTINUE

Le 22 septembre 2016

Famelart, Louis
Glouberman, Norman
Massicotte, Roland
St-Jean, Jacques Antoine
Thibodeau, Alexandre
Vaillancourt, Clément

■ RADIATION

POUR NON-PAIEMENT
DE LA DEMI-COTISATION
PROFESSIONNELLE

Le 3 novembre 2016

Bedikian, Mania Carmen

■ DÉCISIONS DU CONSEIL DE DISCIPLINE

Bélanger, Henri
D'Onofrio, Guglielmo
Dusseault, François
Nakouzi, Basile

■ DÉCISION DU TRIBUNAL DES PROFESSIONS

Fallah, Georges

Pour plus de renseignements
sur les décisions, consultez le
citoyens.soquij.qc.ca

BÂTIMENTS MULTIRÉSIDENTIELS. RÉSULTATS MULTIDIMENSIONNELS.



HAMBRO

LA RÉFÉRENCE EN SYSTÈMES DE PLANCHER COMPOSITE POUR BÂTIMENTS MULTIRÉSIDENTIELS

Les systèmes de plancher Hambro D500 et MD2000 de Canam sont des solutions haute performance idéales pour les bâtiments multirésidentiels. Parfaitement modulables selon vos contraintes de poids et de design, ces systèmes composites procurent une résistance au feu, une insonorisation incomparable et un dégagement exceptionnel grâce à leur portée pouvant atteindre 13,1 m (43 pi). La technologie Hambro facilite l'installation des équipements mécaniques et réduit la durée et les coûts de construction.



Hambro MD2000 sur structure
d'acier traditionnelle



Hambro D500 sur
murs porteurs



CANAM
BÂTIMENTS

canam-construction.com
1-866-466-8769

TD Assurance
Meloche Monnex

Être membre de l'Ordre des architectes du Québec a ses avantages.

Obtenez des **tarifs d'assurance préférentiels** dès aujourd'hui.

Faire partie d'un groupe a ses avantages. Profitez-en!

Vous pourriez économiser 415\$* ou plus en nous confiant à la fois vos assurances habitation et auto.

Après tout, vous l'avez bien mérité!

À TD Assurance, nous savons que vos efforts méritent une récompense. C'est pour cela qu'en tant que membre de l'Ordre des architectes du Québec, vous avez accès au programme TD Assurance Meloche Monnex et à ses tarifs d'assurance préférentiels, à un service hautement personnalisé et à des rabais supplémentaires. Demandez une soumission et voyez combien vous pourriez économiser.

Avec nos heures d'ouverture étendues, c'est facile.
Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h (HE)
Le samedi, de 9 h à 16 h (HE)

Programme d'assurance recommandé par



ORDRE DES
ARCHITECTES
DU QUÉBEC

HABITATION | AUTO

Demandez une soumission au 1 866-269-1371
ou sur melochemonnex.com/oaq



Le programme TD Assurance Meloche Monnex est offert par SÉCURITÉ NATIONALE COMPAGNIE D'ASSURANCE. Il est distribué par Meloche Monnex assurance et services financiers inc. au Québec, par Meloche Monnex services financiers inc. en Ontario et par Agence Directe TD Assurance inc. ailleurs au Canada. Notre adresse est le 50, place Crémazie, Montréal (Québec) H2P 1B6.

En raison des lois provinciales, notre programme d'assurance auto et véhicules récréatifs n'est pas offert en Colombie-Britannique, au Manitoba et en Saskatchewan.

*À l'échelle nationale, 90 % de nos clients qui sont membres d'un groupe de professionnels ou de diplômés (polices émises par SÉCURITÉ NATIONALE COMPAGNIE D'ASSURANCE) ou d'un groupe employeur (polices émises par PRIMMUM COMPAGNIE D'ASSURANCE) avec qui nous avons une entente, et qui assuraient une habitation (assurances des locataires et des copropriétaires exclues) et une automobile le 31 juillet 2015 ont économisé 415 \$ par rapport aux primes que ces clients auraient payées au même assureur s'ils n'avaient pas obtenu un tarif de groupe préférentiel et un rabais multiproduit. Ces économies ne sont pas garanties et peuvent varier selon le profil du client.

¹⁰⁰ Le logo TD et les autres marques de commerce TD sont la propriété de La Banque Toronto-Dominion.